

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les orientations du Premier ministre

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier mercredi, une réunion du Gouvernement. Il a saisi cette occasion pour donner des instructions fermes pour les membres de l'Exécutif afin de passer à la vitesse supérieure dans la concrétisation sur terrain des décisions prises lors des Conseils des ministres. D'ailleurs, un ultimatum de 30 jours a été fixé par le chef de l'Etat pour la mise en œuvre de ces décisions, sinon il passera aux sanctions. P 3



LE WALI SAÏD SAYOUD L'A
ANNONCÉ

**L'usine Fiat d'Oran
sera réceptionnée
mi-décembre**



L'usine automobile de la marque Fiat d'Oran sera réceptionnée à la mi-décembre prochain et entrera en phase de production à la fin de l'année en cours, selon les délais impartis, a-t-on appris mardi soir du wali d'Oran Saïd Sayoud.

P 2

INVESTISSEMENT

**Le marché algérien de
plus en plus attractif**

L'effort consenti par l'Algérie ces trois dernières années, en lançant des réformes économiques profondes dans divers domaines, donne ses fruits. En effet, depuis la promulgation d'un nouveau Code de l'investissement, plusieurs pays, à l'instar de la Turquie, expriment leur intérêt à investir en Algérie et de renforcer les échanges économiques et commerciaux.

P 3

GNL

**L'accord entre Sonatrach
et Botas étendu sur 3 ans**



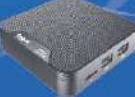
L'accord signé entre Sonatrach et la société turque Botas portant sur la vente et l'achat de gaz naturel liquéfié (GNL) destiné au marché turc s'étend sur une durée de trois ans, a indiqué mercredi compagnie nationale des hydrocarbures dans un communiqué.

P 5



Géant[®]

ELECTRONIC



Moi, c'est Géant...

www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، مع جـيـون

FORUM
ÉCONOMIQUE
ALGÉRO-SAUDIEN

Le ministre du
Commerce à
Riyad

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, entame, depuis hier mercredi, une visite de travail au Royaume d'Arabie Saoudite. Au cours de son séjour à Riyad, le ministre qui est accompagné d'une forte délégation d'hommes d'affaires, coprésidera avec le ministre saoudien du Commerce, Président du conseil d'administration de l'Autorité générale du commerce extérieur, Dr. Majid bin Abdullah Al-Kassabi, le Forum économique algéro-saoudien. Un Forum intervenant dans le sillage de l'accord portant création d'un Conseil supérieur conjoint de coordination, signé à Djebbah le 16 mai 2023. Un mécanisme à même de renforcer le cadre structurel et organisationnel des relations bilatérales entre les deux pays et visant à intensifier et à approfondir la communication et la coopération entre les deux pays. Le Forum constitue « une opportunité pour les opérateurs économiques algériens de découvrir les possibilités » et « les modalités d'investissement en Arabie Saoudite et créer des partenariats d'envergure avec les opérateurs saoudiens dans les différents secteurs économiques ».

LE WALI SAÏD SAYOUD L'A ANNONCÉ

L'usine Fiat d'Oran sera réceptionnée mi-décembre

L'usine automobile de la marque Fiat d'Oran sera réceptionnée à la mi-décembre prochain et entrera en phase de production à la fin de l'année en cours, selon les délais impartis, a-t-on appris mardi soir du wali d'Oran Saïd Sayoud.

Par R.E.

Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection du projet implanté dans la zone industrielle de Taфраoui, le wali a souligné que les travaux de réalisation de l'usine se déroulent à un rythme très avancé, selon le programme élaboré, dont le taux a dépassé les 90 % et sera livrée dans sa totalité à la mi-décembre prochain et entrera en production avant la fin de l'année en cours, selon les délais impartis. Il a ajouté qu'il ne reste que les travaux d'aménagement externes et secondaires au niveau du bâtiment de logistique et celui de montage de véhicules, qui tirent à leur fin et seront achevés, avant le 15 décembre prochain. Il a, en outre, signalé que « les travaux de la première ligne de production de montage de véhicules de la marque Fiat 500 ont été achevés, alors que la deuxième ligne de la marque Doblo

est en phase de montage ». S'agissant de l'aménagement externe de l'usine, le même responsable a souligné que les travaux confiés à trois entreprises tirent à leur fin, où le taux d'avancement a atteint 92 % et seront achevés à la fin novembre en cours, rappelant que les travaux de raccordement de l'usine à l'électricité, au réseau de fibres optiques (internet), gaz, eau, assainissement et les routes ont été achevés. Le wali d'Oran a souligné que ce projet permettra, une fois mis en service, de créer une dynamique économique dans la commune de Taфраoui, d'une part, et encourager les opérateurs économiques à investir dans cette zone industrielle, qui s'étend sur une superficie de 576 hectares. Le même responsable a révélé que l'usine connaîtra une opération d'extension, permettant de générer de nouveaux postes de travail au profit des jeunes de la région et deviendra plus attractive pour les investissements dans le futur.

L'usine automobile Fiat est considérée comme la première usine 100 % étrangère et sa capacité de production est estimée à 90.000 voitures par an, avec la production 3 modèles de voitures jusqu'en 2026, sachant que la production du quatrième modèle commencera en 2029. Pour rappel, 125 ouvriers ont été employés dans cette usine, alors que le nombre de personnel devra atteindre 300, d'ici la fin de l'année en cours, ainsi que 300 autres d'ici 2024. D'autre part, M. Sayoud a réaffirmé la disposition d'Oran à accueillir les investisseurs, notamment dans la production et l'assemblage de voitures, ajoutant que la wilaya met à la disposition de l'Agence algérienne de promotion des investissements une assiette foncière estimée à 400 hectares au profit des investisseurs.

DZAÏR MEDIA CITY

Des autorisations de programme de 220 milliards DA dans le cadre du PLF 2024

Le projet de loi de finances 2024 (PLF 2024) a consacré une enveloppe de 220 milliards DA en tant qu'autorisations de programme et 60 milliards DA en tant que crédits de paiement pour le projet de la nouvelle ville médiatique «Dzaïr Media City» à Alger, a-t-on appris, hier, auprès du ministère de

l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. Le projet de la nouvelle ville médiatique, dont le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a posé la première pierre en juillet dernier, et qui sera implanté à Ouled Fayet (Alger ouest), s'étend sur une superficie totale de 47 hectares.

Le projet comprendra une zone dédiée aux médias, des studios de tournage, un village d'artistes, un espace d'enseignement et de recherche, ainsi qu'une zone multiservices. La zone dédiée aux médias abritera les sièges des établissements médiatiques nationaux, à savoir, l'Entreprise publique de

Télévision (EPTV), l'Agence Algérie Presse Service (APS), l'Établissement public de Télédiffusion d'Algérie (TDA), l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP), la Radio algérienne et la chaîne AL24news.

LA NORMALISATION

Un facteur clé de la promotion des exportations

Des experts ont souligné lors d'une conférence sur la qualité, organisée mardi à Alger, le rôle de la normalisation dans la promotion des exportations nationales et la croissance économique. Les intervenants dans cette conférence organisée par World Trade Center-Algiers, sous le thème : "La qualité, socle de l'entreprise, de protection et de relance de l'économie nationale", se sont accordés à dire que la conformité des produits nationaux aux normes internationales permettrait aux entreprises un meilleur accès au commerce international. Outre son aspect économique, les experts participants ont souligné la

contribution de la normalisation dans la garantie de la fiabilité du produit pour le consommateur et la préservation de sa santé et sa sécurité. Dans ce cadre, l'expert international en normalisation, Mohamed Chaïb Aissaoui, a affirmé que la normalisation génère des profits pour l'entreprise et pour l'économie nationale, tout en proposant l'installation d'une autorité nationale de régulation en matière de "règlements techniques", afin de généraliser l'application des normes. "Cet organisme, a-t-il expliqué, devrait servir de relais entre les institutions spécialisées telles l'Ianor, l'Inapi, Algerac et les laboratoires de recherche et

d'innovation pour définir les règlements techniques des produits industriels, agricoles ou autres". Abondant dans le même sens, le directeur de l'Institut algérien de normalisation (Ianor), Djamel Hales, a soutenu que le problème en Algérie ne réside pas dans la production de normes mais plutôt dans leur application, affirmant que l'Ianor a produit au 30 septembre dernier, 11.374 normes algériennes. "Même si nous n'avons pas de normes algériennes pour tous les produits, nous pouvons toujours utiliser les normes internationales", a-t-il insisté, en précisant que l'Ianor est membre des organismes régionaux et internationaux de norma-

lisation et de qualité tels Iso, IEC, Arso. Il a expliqué à son tour, que l'application des normes demande des "règlements techniques" susceptibles de développer le système national de normalisation. La conférence a été, par ailleurs, l'occasion pour présenter la première édition du Salon Qualidays 2024, prévu du 2 au 4 juin au Palais des expositions à Alger. Cette manifestation internationale présentera les technologies les "plus récentes" et les équipements des laboratoires d'essai et d'analyses, ainsi que le savoir-faire dans le développement de l'économie verte et circulaire.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les orientations du Premier ministre

Le Premier ministre, Nadir LARBAOUI, a présidé, hier mercredi, une réunion du Gouvernement. Il a saisi cette occasion pour donner des instructions fermes pour les membres de l'Exécutif afin de passer à la vitesse supérieure dans la concrétisation sur terrain des décisions prises lors des Conseils des ministres.

Par Zahir R

D'ailleurs, un ultimatum de 30 jours a été fixé par le chef de l'Etat pour la mise en œuvre de ces décisions, sinon il passera aux sanctions. D'ailleurs, l'ancien Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a été limogé après plusieurs rappels à l'ordre par le Président, dont plusieurs décisions ont resté noir sur blanc. Donc, le gouvernement du nouveau Larbaoui est tenu à accélérer la cadence du travail, en œuvrant à la mise rapide des décisions sur le terrain afin d'honorer les engagements du président Tebboune et en améliorant la situation du citoyen. Ce dernier est placé au centre des préoccupations du chef de l'Etat. Les orientations du Premier ministre vont dans ce sens. Selon un communiqué de ses services, Nadir LARBAOUI a souligné la nécessité d'intensifier les efforts en vue d'accélérer la concrétisation des engagements de Monsieur le Président de la République en mettant l'accent sur l'importance fondamentale de la coordination entre les différents secteurs et du traitement des dossiers selon les priorités fixées à cet égard. A l'entame des travaux de la réunion, indique la même source, le Premier ministre a rappelé les hautes directives et instructions données par Monsieur le Président de la République lors de la dernière réunion du Conseil des Ministres tenue le 14 novembre 2023, notamment en ce qui concerne l'impératif pour le Gouvernement d'accélérer la mise en œuvre des décisions du Conseil des ministres en particulier celles à caractère social. Plusieurs dossiers ont été examinés lors

de cette première réunion du gouvernement version Larbaoui. Dans le domaine du foncier économique, et en application des instructions de Monsieur le Président de la République relatives à l'accélération de la promulgation des textes d'application afférents au foncier économique, le Gouvernement a examiné cinq (05) projets de décrets exécutoires s'inscrivant dans le cadre de l'élaboration des textes d'application de la loi n° 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'État destiné à la réalisation de projets d'investissement. Il s'agit des textes suivants : « projet de décret exécutif portant constitution du foncier économique relevant du domaine privé de l'État destiné à la réalisation de projets d'investissement ; projet de décret exécutif fixant les conditions et modalités de concession convertible en cession du foncier économique relevant du domaine privé de l'État destiné aux projets d'investissement ; projet de décret exécutif portant création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale du foncier industriel ; projet de décret exécutif portant création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale du foncier urbain ; projet de décret exécutif portant création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale du foncier touristique ». L'entrée en vigueur de ces textes permettra de favoriser l'accès au foncier économique destiné à l'investissement et de répondre ainsi aux préoccupations des investisseurs pour la concrétisation de leurs projets d'investissement. Dans le domaine du travail, le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité

sociale a présenté une communication portant sur l'état de mise en œuvre de l'opération d'intégration des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes (DAIP) dans le secteur économique et au niveau des institutions et administrations publiques. Dans le domaine de l'entrepreneuriat, le Gouvernement a entendu une communication du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises sur le lancement du dispositif relatif à l'auto-entrepreneuriat. A cet égard, l'exposé a porté sur les principales actions entreprises pour le lancement effectif de l'agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE) ainsi que l'état d'avancement des travaux de développement de la plateforme numérique de l'auto-entrepreneur devant permettre la mise en place prochaine du registre national de l'auto-entrepreneur (RNAE). Concernant le domaine de la pêche, le ministre de la pêche et des productions halieutiques a présenté une communication sur le bilan de la mise en œuvre de la décision de Monsieur le Président de la République relative à l'indemnisation et à l'octroi d'une allocation exceptionnelle au profit des pêcheurs sinistrés suite aux intempéries enregistrées dans la wilaya de Tipasa. Enfin dans le domaine de la Justice, le Gouvernement a examiné quatre (04) projets de décrets exécutifs, présenté par le ministre de la justice, garde des sceaux, qui interviennent en applications des dispositions de loi n° 05-01 du 6 février 2005 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, modifiée et complétée.

INVESTISSEMENT

Le marché algérien de plus en plus attractif

L'effort consenti par l'Algérie ces trois dernières années, en lançant des réformes économiques profondes dans divers domaines, donne ses fruits. En effet, depuis la promulgation d'un nouveau Code de l'investissement, plusieurs pays, à l'instar de la Turquie, expriment leur intérêt à investir en Algérie et de renforcer les échanges économiques et commerciaux. Lors de sa visite mardi en Algérie, le président Erdogan a incité les opérateurs turcs de « tirer pleinement profit des opportunités d'investissement offertes en Algérie ». Un appel considéré comme étant un signal fort sur l'amélioration de l'attractivité du marché algérien. D'ailleurs, selon les derniers chiffres avancés par l'Agence algérienne de la promotion des investissements (AAPI), pas moins de 4 193 projets enregistrés au 31 octobre dernier, dont 84 relatifs aux investissements directs étrangers (IDE), d'un montant global de 272 milliards de dinars. La même Agence indique également que

47 grands projets seront réalisés par des étrangers. Ceci témoigne que l'Algérie est sur la bonne voie en matière de relance économique. « Le marché algérien est de plus en plus attractif et capte l'intérêt des opérateurs économiques nationaux comme étrangers », a souligné le vice-président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Mounsef Boudierba. Dans une déclaration à la radio nationale « Chaîne III », l'intervenant a souligné que ces deux dernières années ont été marquées « par une refonte considérable de la réglementation relative à tous les aspects qui ont trait à l'investissement, mais aussi par la transformation profonde des mentalités ». Grâce à ces réformes, indique-t-il, « l'Algérie se dirige vers une économie de performance. Elle réunit toutes les conditions pour passer à la vitesse supérieure pour la diversification de son économie et de ses partenaires. Elle s'ouvre au monde et encourage toute initiative d'investissement ».

Et d'ajouter : « Le nouveau code des investissements offre toutes les garanties pour entreprendre que ce soit pour les opérateurs algériens ou aux étrangers. Ce texte s'inscrit dans le cadre de la consolidation de l'attractivité du marché algérien ». « L'Algérie a réuni toutes les conditions pour passer à la vitesse supérieure pour relancer l'investissement et nous sommes sur la bonne voie, puisque nous avons consolidé notre dispositif légal qui encourage l'investissement », souligne-t-il. Pour lui les accords de partenariat signés avec la Turquie en sont un exemple édifiant. Plus de 1400 entreprises turques déjà installées en Algérie. Les échanges économiques entre l'Algérie et la Turquie sont évalués à 5 milliards de dollar en 2022 et devrait augmenter à 6 milliards de dollars d'ici fin 2023. La visite du président turc aura donc un impact très positif pour notre pays, d'autant plus qu'elle constitue « un signal fort » pour les autres pays qui « sont déjà parte-

naires de l'Algérie, comme la Chine, l'Egypte, l'Italie... pour intensifier leurs investissements en Algérie et participer à la création de la richesse ». Il a salué, à cette même occasion, le rôle indéniable qu'a joué la diplomatie économique pour capter les IDE. « De par sa position géographique et ses richesses naturelles, l'Algérie est en position sur le continent africain », note-t-il, indiquant que les grands obstacles bloquant les IDE ont été levés, mais beaucoup du travail reste encore à faire. Sur le plan politique, l'Algérie est considérée de par le monde comme un pays très stable qui mène de surcroît une lutte acharnée contre la bureaucratie. De son point de vue, les pays sont très regardants sur l'évolution macroéconomique des pays hôtes avant de lancer des investissements. « Il ne faut pas perdre de vue que l'Algérie est parmi les rares pays émergents qui sont totalement désendettés. », a-t-il ajouté.

Z R/Agence

FORUM ÉCONOMIQUE ALGÉRO-TURC Nécessité de renforcer les relations bilatérales

Le Forum économique algéro-turc tenu mardi à Alger sous la supervision du président turc M. Recep Tayyip Erdogan et du Premier ministre M. Nadhir Larbaoui a été l'occasion de réaffirmer la volonté des deux pays de consolider les relations économiques et commerciales bilatérales et de développer un partenariat équilibré et privilégié. Le Forum organisé sous le thème "pour un partenariat économique productif et durable", à l'occasion de la tenue, à Alger, de la 2e session du Conseil de coopération de haut niveau, a permis de passer en revue les potentialités économiques prometteuses des deux parties et de présenter des recommandations pour renforcer la coopération et le partenariat bilatéraux. Dans ce cadre, la sous-directrice du suivi des programmes et de la promotion des échanges commerciaux au ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Hayet Mehadjji, a souligné, lors de sa lecture du communiqué final du Forum, que plus de 500 opérateurs économiques des deux pays activent dans divers domaines économiques ont pris part à cet événement économique bilatéral. Les travaux du forum ont été marqués par la tenue d'une séance plénière au cours de laquelle ont été présentés des exposés sur le climat des affaires et les opportunités de partenariat et d'investissement offertes en Algérie et en Turquie, et des rencontres bilatérales entre les opérateurs qui ont souligné la nécessité de poursuivre les contacts et d'intensifier les échanges de visites bilatérales outre la participation régulière et de qualité aux différents événements économiques et commerciaux organisés dans les deux pays, a précisé Mme Mehadjji. De son côté, le directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rabah Fassih a indiqué, de son côté, que les rencontres bilatérales ont été organisées au niveau de trois groupes consacrés aux secteurs de l'agriculture, du commerce, du tourisme, des start-ups, de la santé et des produits pharmaceutiques, aux secteurs de l'énergie, des énergies renouvelables, de l'environnement, de la construction, des transports et aux secteurs de l'industrie, de l'industrie agroalimentaire, du textile, des travaux publics, de l'industrie de transformation et de la sous-traitance. M.Fassih a ajouté que les participants ont salué les résultats des rencontres bilatérales, qui "marquent le début d'une nouvelle dynamique de contacts qui se poursuivra certainement au niveau bilatéral, entre les deux pays, ou dans d'autres espaces".

CONCOURS NATIONAL D'ÉCRITURE DESTINÉ AUX ÉLÈVES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

Sonatrach annonce les résultats

Le Groupe Sonatrach a annoncé, mercredi, dans un communiqué, les résultats du concours national d'écriture organisé par le groupe, en coordination avec le ministère de l'Éducation nationale, au profit des élèves des établissements d'enseignement, à travers les différentes wilayas du pays, dans le cadre de la célébration du 60e anniversaire de la création de la société Sonatrach, le 31 décembre 1963. La première évaluation effectuée par le ministère de l'Éducation nationale au niveau de ses directions de wilaya, et l'évaluation finale assurée par la commission nationale du concours, composée d'inspecteurs, d'enseignants, de représentants du ministère de l'Éducation nationale et de représentants du groupe Sonatrach, se sont soldées par la sélection de soixante productions écrites des classes de fin d'études des trois cycles d'enseignement (5e année primaire, 4e année moyenne, 3e année secondaire), réparties sur 20 expressions écrites (enseignement primaire), 20 lettres (enseignement moyen), et 20 articles (enseignement secondaire général et technique). Selon la même source, 60 gagnants ont été retenus en référence au soixantième anniversaire de la création de Sonatrach qui a prévu à cette occasion des prix et des récompenses de valeur pour les lauréats et leurs établissements éducatifs.

R. E.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 82 dollars

Les cours du pétrole ont fini en ordre dispersé mardi, sur un marché attentiste avant une fin de semaine tronquée par un jour férié (Thanksgiving) et ponctuée par une réunion très attendue du groupe Opep+, dimanche.

Par S T/Agence

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, a grignoté 0,15%, pour clôturer à 82,45 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'était le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, s'est lui effrité de 0,07%, à 77,77 dollars. Les investisseurs patientent, "le marché se concentrant sur la prochaine réunion de l'Opep+ (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, NDLR) dimanche" à Vienne, ont relevé les analystes de DNB. La fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé mardi que les stocks de brut s'étaient renforcés de plus de 9 millions de barils la semaine dernière, "des chiffres baissiers en raison d'une accumulation importante de brut", expliquent les analystes de DNB. Les investisseurs

attendent désormais la publication de l'état des stocks hebdomadaires commerciaux américains par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) pour la semaine achevée le 17 novembre, dont les données sont réputées plus fiables que celles de l'API. Les analystes tablent pour leur part sur une hausse de 1,75 million de barils des réserves commerciales de brut, et sur une baisse d'environ 1,1 million de barils d'essence, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. Les mouvements du brut restaient cependant "limités" mercredi, remarquent les analystes d'Energi Danmark. "Après plusieurs séances de fortes fluctuations (la semaine dernière), le marché du pétrole s'est calmé." Les investisseurs ont en effet les yeux rivés sur la prochaine réunion ministérielle de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés) dimanche à Vienne, "au cours duquel les pays décideront de maintenir, voire d'ap-

profondir, leurs réductions de production actuelles", poursuivent les analystes. La décision du groupe "dictera l'équilibre du marché du pétrole pour le début de l'année 2024 et l'évolution du prix du pétrole à court terme", note DNB. Le marché s'attend à une réduction de production, mais des interrogations subsistent quant à l'échelle de la décision. A la place d'un abaissement des quotas de l'Opep+, qui nécessiterait l'accord à l'unanimité des 23 membres, l'Arabie saoudite pourrait aussi décider de prolonger ses réductions volontaires en 2024, ou de les approfondir. Les analystes Morgan Stanley s'attendent désormais à une extension de la réduction volontaire de l'Arabie Saoudite jusqu'à la fin du deuxième trimestre de l'année 2024. Selon ce scénario, "les stocks mondiaux resteraient globalement inchangés, ce qui soutiendrait les prix du Brent autour des 80 dollars, selon nos estimations", affirment-ils.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or sous la barre de 2000 dollars l'once

L'or s'est maintenu sous la barre de 2 000 dollars mercredi, alors que le dollar s'est stabilisé après sa récente baisse. L'or au comptant était en baisse de 0,1% à 1.996,79 dollars l'once, après avoir atteint un

sommet de trois semaines à 2.007,29 dollars lors de la séance précédente. Les contrats à terme sur l'or américain ont également baissé de 0,1% à 1 998,80 dollars. Le dollar est resté stable face à ses rivaux après être tombé à

un plus bas de plus de deux mois et demi lors de la séance précédente. L'or, comme de nombreuses matières premières, étant libellé en dollars, une baisse du billet vert le rend moins cher pour les acheteurs utilisant d'autres devises.

Concernant les autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de 0,3% à 23,79 dollars l'once. Par contre, le platine a chuté de 0,3% à 931,34 dollars et le palladium a glissé de 0,6% à 1 072,35 dollars l'once.

ENERGIE RENOUVELABLES

L'italien Enel compte investir près de 36 milliards d'euros

Le groupe italien de l'énergie Enel a annoncé, mercredi, prévoir des investissements d'environ 35,8 milliards d'euros sur les trois prochaines années dans le domaine des énergies renouvelables. Au total 18,6 milliards d'euros seront dédiés à l'amélioration de la qualité des réseaux, 12,1 milliards aux énergies renouvelables et 3 milliards à la gestion des clients, selon le nouveau plan stratégique 2024-2026 publié par Enel. En matière d'énergies renouvelables, les décisions d'investissement seront "plus sélectives en se concentrant sur l'éolien terrestre, le solaire et les batteries de stockage", indique Enel. Le groupe détenu à 23,6% par l'Etat italien revoit ainsi à la baisse ses ambitions en matière d'énergies renouvelables auxquelles le précédent plan stratégique 2023-2025 comptait consacrer des investissements de 17 milliards d'euros sur un total de 37 milliards. C'est le premier plan stratégique présenté par le nouveau PDG d'Enel, Flavio Cattaneo, nommé par le gouvernement de

Giorgia Meloni. M. Cattaneo avait pris en mai la relève de Francesco Starace. "Au cours des trois prochaines années, nous adopterons une approche plus sélective des investissements afin de maximiser la rentabilité tout en minimisant les risques" en "nous concentrant sur nos pays clés", a déclaré M. Cattaneo, cité dans un communiqué. En Europe, Enel compte se focaliser sur l'Italie et l'Espagne. Ses autres pays clefs sont les Etats-Unis, le Brésil, le Chili et la Colombie. Sous l'impulsion de M. Starace, Enel a figuré parmi les premiers grands groupes du secteur de l'énergie à prendre le virage du développement durable. Sa production d'énergies renouvelables représente désormais 59,4% du total, contre 28,4% d'origine thermique et 12,2% d'origine nucléaire. Le groupe compte porter sa capacité en énergies renouvelables à environ 73 gigawatts en 2026, contre 63 gigawatts prévus cette année. Afin de réduire son endettement, Enel avait prévu des ces-

sions d'actifs de 21 milliards d'euros dans le cadre de son précédent plan stratégique. La mise en oeuvre de ces cessions devrait avoir un impact positif sur la dette nette estimé à environ 11,5 milliards d'euros entre 2023 et 2024, détaille Enel. Le groupe a signé mercredi un accord avec Niagara Energy sur la cession de ses participations détenues dans deux filiales péruviennes pour un montant de 1,3 milliard d'euros. Sa dette nette a augmenté à 63,3 milliards d'euros fin septembre, soit une hausse de 5,4% par rapport à fin 2022. Le groupe italien vise un bénéfice net hors exceptionnels entre 7,1 et 7,3 milliards en 2026, avec un taux de croissance annuel moyen de 6%, contre 6,4 à 6,7 milliards d'euros prévus pour 2023. Le bénéfice opérationnel (Ebitda) hors exceptionnels devrait atteindre 23,6 à 24,3 milliards d'euros en 2026, après 21,5 à 22,5 milliards d'euros attendus en 2023, selon le groupe.

Sur un autre registre, le groupe de l'énergie italien, Enel, a annoncé avoir signé un accord avec Niagara Energy sur la cession de la totalité de ses participations détenues dans deux filiales péruviennes pour un montant de 1,3 milliard d'euros. La transaction devrait permettre de réduire la dette d'Enel d'environ 1,6 milliard d'euros sur la période 2023-2024 et aura un impact positif sur le bénéfice net du groupe en 2024 d'environ 60 millions d'euros, indique Enel dans un communiqué. Afin de réduire son endettement, Enel a prévu des cessions d'actifs de 21 milliards d'euros dans le cadre de son plan stratégique 2023-2025. La compagnie péruvienne Niagara Energy, contrôlée par le fonds d'investissement Actis, acquerra ainsi les participations détenues par Enel dans le capital de Enel Generacin Per (soit au total 86,96%), ainsi que sa part de 100% dans Compania Energética Veracruz.

Agence

ASSURANCES
La CAAT obtient la notation "BB+" avec perspectives stables de l'agence AM Best

L'agence de notation internationale AM Best a attribué à la compagnie algérienne des assurances (CAAT) au titre de l'exercice 2022, la notation de solidité financière B (satisfaisant) et la notation de crédit émetteur à long terme de "BB+" (satisfaisant), avec des perspectives stables, indique la CAAT dans un communiqué. Cette notation obtenue pour la troisième année consécutive, "confirme la stabilité et la force bilancielle de la CAAT, qui s'appuie sur une capitalisation ajustée aux risques, dues à une rentabilité moyenne des primes de 24,8% et à un rendement des capitaux propres de 9,7% pour la période allant de 2018 à 2022", précise la même source. En 2022, la CAAT a réalisé un chiffre d'affaires de 26,7 milliards de Da, soit 194,7 millions dollars, qui consolide sa position de deuxième plus grand assureur de la place, a relevé la CAAT. La compagnie publique a procédé en 2023 à une augmentation de 5 milliards Da (36,7 millions dollars) de son capital social passant ainsi de 20 milliards Da (146,8 millions dollars) à 25 milliards Da (183,4 millions dollars).

GNL

L'accord entre Sonatrach et Botas étendu sur 3 ans

L'accord signé entre Sonatrach et la société turque Botas portant sur la vente et l'achat de gaz naturel liquéfié (GNL) destiné au marché turc s'étend sur une durée de trois ans, a indiqué mercredi compagnie nationale des hydrocarbures dans un communiqué.

Par S T

Cet accord a été signé mardi par le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi et le PDG de la société turque Botas, Abdulvahit Fidan, lors d'une cérémonie au niveau de la présidence de la République, co-présidée par président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, M. Recep Tayyip Erdogan qui a effectué une visite officielle en Algérie. « A travers cet accord, les deux parties ont convenu, notamment, d'étendre leur coopération pour une durée de trois ans, renforçant ainsi leur partenariat de longue date dans le domaine du gaz », est-il souligné dans le communiqué. Pour rappel, Sonatrach fournit depuis 1988 du GNL, à travers un contrat de long terme, à Botas, une société publique spécialisée dans l'approvisionnement du marché turc en gaz. De ce fait, le contrat est prolongé jusqu'en 2027. Une période au cours de laquelle la Turquie continuera d'acquérir quelque 4,4 milliards de mètres cube de GNL, chaque année. Notons que le renforcement de la coopération entre Sonatrach et Botas a été discuté, octobre dernier, lors de la rencontre au siège de la direction générale de Sonatrach, entre Rachid Hachichi et Abdulvahit Fidan, en présence de managers des deux compagnies. « Lors de cette réunion, les deux parties ont évoqué les relations commerciales de long terme inscrites dans le cadre de contrats de vente et d'achat de GNL entre Sonatrach et Botas », avait indiqué le groupe pétrolier et gazier dans un communiqué. « A la faveur de cette rencontre, les deux partenaires ont convenu du renforce-

ment de leur relation commerciale et ont abordé la possibilité d'étendre leur partenariat et d'explorer de nouvelles opportunités d'affaires », soulignait le communiqué de Sonatrach. Les exportations algériennes en GNL vers la Turquie représentent plus de 30% de nos exportations globales à destination de l'Europe, suivies du marché français en deuxième place, ensuite l'Italie et l'Espagne. Outre le renouvellement du contrat d'approvisionnement en GNL, les deux parties cherchent les possibilités de renforcement de la coopération dans d'autres domaines en relation avec le secteur de l'énergie. « Les deux partenaires ont convenu du renforcement de leur relation commerciale et ont abordé la possibilité d'étendre leur partenariat et d'explorer de nouvelles opportunités d'affaires », avait annoncé Sonatrach dans son communiqué.

Dans le domaine de l'énergie, la coopération entre les deux pays a connu une nouvelle dynamique ces dernières années et s'est soldée par une augmentation des exportations, que ce soit en GNL, en GPL ou encore en pétrole brut. Des discussions ont été également lancées en vue de renforcer les partenariats, notamment dans le domaine exploration et production du gaz et du pétrole sur le marché algérien. Pour rappel, Sonatrach fournit du GNL, à travers un contrat de long terme, à la société Botas, depuis 1988, à travers notamment le terminal de Marmara, construit initialement en vue de la réception du GNL algérien. Avec la prolongation de cet accord, l'Algérie constitue désormais le premier fournisseur de la Turquie en GNL et le 4ème en gaz de pétrole liquéfié (GPL).

31^e FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

Plus de 400 exposants attendus

Plus de 400 exposants sont attendus du 14 au 23 décembre 2023 à la 31^e Foire de la production algérienne (FPA). Ce rendez-vous économique important sera placé sous le Haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique hier "ALGERIA EXHIBITION" filiale du groupe SAFEX dans un communiqué parvenu à notre rédaction. Sur une surface d'exposition de 25 000 m2, divers produits de «made in algeria» seront exposés lors de cette manifestation. «Les galeries d'Al-Aghar, Kasbah, Gourara, Al-Hadna et la galerie centrale seront des espaces d'exposition des produits et services des entreprises, petites et moyennes entreprises, start-up et artisans algériens participant à cette exposition», indique la même source. Cet événement économique important a été un vecteur d'émergence de nombreuses entreprises algériennes qui se sont efforcées d'exploiter tous les moyens de marketing et de publicité disponibles et d'être compétitives sur le marché national. Les organisateurs ont alloué un espace de vente promotionnelle afin de permettre aux visiteurs d'acheter des produits directement chez le producteur.

SON PDG YACINE BENSLIMANE L'A ANNONCÉ :

«Air Algérie réalise des bénéfices après 7 ans de déficit»

La compagnie aérienne « Air Algérie » a réalisé des bénéfices après 7 ans de déficit successifs. L'annonce a été faite par son PDG, Yacine Benslimane lors de son audition par les membres de la commission des Finances de l'APN. Il a dévoilé le plan qui a permis à Air Algérie de reprendre son souffle et de dégager des bénéfices.

C'est un bon signe pour la compagnie nationale en plein redéploiement à l'international. Devant les parlementaires, Benslimane a affirmé que le programme des vols a été étoffé après la pandémie au Sars-cov19. Il a ouvert, à ce propos, une parenthèse, en informant que tous les clients de la compagnie, qui ont acheté un billet

sans pouvoir l'utiliser à cause de la fermeture des frontières durant le confinement sanitaire, seront remboursés. « Toutes les demandes sont prises en charge » a-t-il rassuré. Par ailleurs, le Premier responsable du pavillon national a soutenu qu'un plan de vol a été élaboré pour exploiter, au mieux, les nouvelles dessertes aé-

riennes et programmer, au-delà, des vols quotidiens vers toutes les destinations couvertes par Air Algérie. M. Benslimane s'est également exprimé sur le projet pour la transformation de l'aéroport international d'Alger en un hub international. « Ce projet permettra à notre compagnie d'ouvrir de nouvelles lignes en 2024 en plus du renforcement des

lignes existantes » a-t-il déclaré. Enfin, le même responsable s'est exprimé sur le nombre d'employés de la compagnie en démentant certaines informations : « Le nombre réel des employés d'Air Algérie en 2023 est de l'ordre de 8315 employés alors qu'il était de 8799 employés en 2019 » a-t-il dévoilé. S R.

FONCIER AGRICOLE, INVESTISSEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE...

Le CNESE prépare sa feuille de route pour 2024

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed, a présidé, mardi à Alger, la réunion des sept commissions permanentes de l'institution, appelant à cette occasion à finaliser les rapports devant être soumis à l'Assemblée générale prévue en janvier 2024. Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la réunion, consacrée à l'examen du programme d'action des commissions permanentes et de la feuille de route tracée pour 2024, le président du CNESE a souligné « l'impératif d'accélérer la finalisation des rapports devant être présentés lors de la prochaine Assemblée générale du

Conseil ». Bouchenak Khelladi a mis en exergue également la nécessité de renforcer le rôle des commissions permanentes « à travers le débat constructif et fructueux » pour enrichir les différents sujets et dossiers devant être présentés à la prochaine Assemblée générale. Le président du CNESE s'est, par ailleurs, félicité des activités menées par les différentes commissions durant cette année, notamment l'organisation de journées d'étude et d'ateliers dans leurs domaines compétence respectifs. Il a en outre évoqué le bilan d'activité du CNESE depuis la 4e session de l'Assemblée générale, tenue le 17 mai dernier, rappelant que le Conseil avait organisé des rencontres et des journées d'étude

qui ont été sanctionnés par plusieurs recommandations. Des rapports et des mémorandums sur des questions nationales d'ordre économique, social et environnemental ont également été élaborés et soumis aux hautes autorités du pays durant la période de référence, a-t-il poursuivi. En ce qui concerne ses activités aux niveaux régional et international, le CNESE continue d'assurer la présidence de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et institutions similaires, a indiqué le responsable. Le CNESE a, par ailleurs, participé aux réunions des Conseils économiques et sociaux africains, en octobre dernier à Kinshasa (République démocratique du Congo),

ainsi qu'à l'Assemblée générale de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS), qui s'est tenue à Moscou (Russie) début novembre. A noter que les présidents des commissions permanentes ont abordé, lors de la réunion, les principaux points relatifs à la feuille de route 2024, dont le développement du foncier agricole pour assurer la sécurité alimentaire, l'inclusion financière et le développement des opportunités d'investissement et de financement, ainsi que d'autres dossiers en lien avec la numérisation, la réforme fiscale, l'environnement, la transition énergétique, et le développement durable.

STATION DE
DESSALEMENT
D'EAU DE MER DE
CHLEF

Arrêt de la production pour 5 jours

Un arrêt de la production d'une durée de cinq (5) jours interviendra à partir de dimanche prochain au niveau de la station de dessalement d'eau de mer de Mainis (commune de Ténès), pour cause de travaux de maintenance périodiques, a fait savoir l'Unité de Chlef de l'Algérienne des eaux (ADE) dans un communiqué rendu public mardi.

Selon le document, la station de dessalement d'eau de mer de Mainis fera l'objet, à partir du dimanche 26 novembre, de travaux de maintenance périodiques, à l'origine d'un arrêt de la production à son niveau, et d'une perturbation dans le programme de distribution d'eau potable des communes alimentées à partir de cette station.

En conséquence, l'ADE de Chlef a mis au point un programme spécial pour assurer l'alimentation en eau potable des grandes agglomérations urbaines, en fonction de la ressource disponible, selon la même source.

Un appel a été en outre lancé en direction des clients concernés, en vue d'une utilisation rationnelle de cette ressource vitale, dans l'attente de la reprise de la production et du retour de la distribution d'eau à son rythme habituel, dès achèvement de ces travaux.

Dotée d'une capacité de production de 200.000 M3 d'eau/Jour, la station de dessalement d'eau de mer de Mainis assure l'alimentation en eau potable de 27 communes sur les 35 que compte la wilaya de Chlef.

L'HUILERIE "DAHBBIA" DE DJELFA Un modèle en agriculture biologique

L'exploitation agricole de l'huilerie "Dahbia", sise à Oued Lembarek, commune de Benhar, au Nord de la wilaya de Djelfa, constitue un "modèle" en matière de promotion de l'agriculture biologique, excluant tout usage d'engrais chimiques pour l'obtention d'une production qualitative et quantitative, comme assuré par ses responsables.

"Notre exploitation s'appuie sur des méthodes modernes recommandées à l'échelle internationale en matière d'oléiculture, excluant totalement l'usage des engrais et des pesticides dans les vergers d'oliviers", a indiqué, à l'APS, son promoteur Hakim Alileche, en marge du lancement de la campagne oléicole, pour la saison 2023/2024. La fertilisation des oliviers se fait par des engrais organiques, une alternative exigeant, a-t-il dit, "plus de travail et d'efforts, tout au long de la saison agricole, à travers la collecte du fumier pour amender les oliveraies". Ce choix de produire une huile d'olive biologique de qualité répondant aux normes internationales a prouvé son "efficacité" par la "distinction, à maintes reprises, de l'huile d'olive +Dahbia+ dans de nombreux concours internationaux", a souligné M. Alileche. L'huile d'olive "Dahbia" a obtenu la première place dans 21 concours mondiaux en Grèce, Italie, Royaume d'Arabie Saoudite, Etats-Unis d'Amérique, Portugal, Espagne et Japon, rappelle-t-on. Une performance que son promoteur impute à la "qualité du produit, qui a toujours constitué la première vocation de cette exploitation depuis sa création, il y a 20 ans". L'investisseur Hakim Alileche, qui a été honoré par le président de la République lors des assises nationales de l'agriculture en février dernier, a ajouté que l'adoption de



techniques modernes en matière d'économie de l'eau et de recyclage des déchets de l'huilerie, en plus de l'exploitation des mauvaises herbes comme fertilisant, sont à l'origine du succès de son exploitation agricole, dont la moyenne de rendement d'un olivier de la variété Chemlal est d'1,5 quintal de fruits. Il a ajouté que la qualité supérieure de son huile d'olive "est le résultat de tout un processus qui commence de la cueillette précoce des

olives au mois de novembre. "Les fruits récoltés sont aussitôt triturés à l'huilerie située dans la même exploitation, ce qui fait que le temps entre la collecte et la trituration ne dépasse pas une heure", a-t-il expliqué.

Généralisation de l'agriculture biologique à Djelfa

"L'agriculture biologique constitue désormais le fer de lance de plusieurs filières agricoles à Djelfa,

dont l'oléiculture, grâce à l'adoption, par les agriculteurs locaux, de techniques modernes garantissant une meilleure productivité, au double plan qualité et quantité", a relevé le chef du bureau d'orientation agricole de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, l'ingénieur agronome Said Said. Il a cité en exemple de nombreuses exploitations agricoles, dont "Dahbia", devenue, a-t-il dit, "un modèle à suivre en matière d'organisation et d'exploitation de matières organiques comme alternative aux engrais chimiques et aux pesticides, qui sont déconseillés dans les produits aux

normes internationales".

Le responsable a ajouté que "même si l'usage des matières organiques comme fertilisant est une tradition ancestrale, l'exploit de l'huilerie +Dahbia+ réside dans l'adoption de fertilisants biologiques en usant de techniques modernes et réfléchies". M. Said Said n'a pas manqué de louer les résultats atteints par la filière oléicole à Djelfa, devenue en quelques années leader nationale en termes de surfaces cultivées et de la qualité de la production, outre une reconnaissance internationale des plus gratifiantes. A noter que le verger oléicole de la wilaya s'étend sur une superficie globale de plus de 10.700 ha, dont 9.537 ha entrés en production.

CONSTANTINE

Cap sur le logement promotionnel aidé

Au total 12.461 logements, toutes formules confondues, sont en cours de réalisation à travers les douze communes de la wilaya de Constantine, a-t-on appris des responsables locaux du secteur de l'habitat. Le plus grand nombre de ce quota représente le segment du Logement promotionnel aidé (LPA), soit 7.986 unités qui sont en cours de construction à travers diverses communes de la wilaya, dont les taux d'avancement des travaux sont évalués entre 30 et 90 %, ont précisé à l'APS les services de la direction du logement. Pas moins de 1.174 Logements sociaux participatifs (LSP) sont également en cours de réalisation dont 1.099 unités ont été affectées au bénéfice de la circonscription administrative Ali Mendjeli, alors que 75 autres l'ont été au profit de la commune de Didouche Mourad. Le taux global de concrétisation de ces opérations a atteint 50 %, a-t-on ajouté, précisant que l'ensemble de ces projets a été confié à des entreprises publiques et privées.

S'agissant de la formule du Logement public locatif (LPL), 1.726 unités inscrites au titre des exercices 2021 et 2022, sont en cours de réalisation à travers 7 communes dont la part du lion a été consacrée à la circonscription administrative Ali Mendjeli (670), suivie des communes de Constantine (540), d'El Khroub (86), de Messaoud Boudjeriou (30) en plus de 100 autres unités pour chacune des communes d'Ibn Ziad, de Didouche Mourad, d'Ouled Rahmoune et d'Ain Smara, a révélé, de son côté, le chef du service chargé de ce dossier à la direction du Logement, Samir Bendjabalah. Il a rappelé, dans le même contexte, que 1.745 logements de ce type d'habitat, ont été réceptionnés depuis début 2023, dont 645 unités dans la commune de Hamma Bouziane, 500 dans la circonscription administrative Ali Mendjeli en plus de 300 logements pour chacune des communes d'Ibn Badis et d'Ain Abid. Lancés en travaux au titre de l'exercice 2023, pas moins de 200 logements de type location-vente

(AADI) sont en cours de construction à l'extension Ouest de la circonscription administrative Ali Mendjeli, selon les services de la direction du logement qui ont rappelé que plus de 16.000 logements de cette formule ont été attribués à leurs bénéficiaires durant les années 2020 et 2021.

Plus de 1.300 logements promotionnels libres en réalisation

Pas moins de 1.375 Logements promotionnels libres (LPL) sont en cours de construction à Constantine, El Khroub et la circonscription administrative Ali Mendjeli, a indiqué, pour sa part, le directeur de wilaya de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), Fares Boukhedouni, précisant que la réalisation de ce nouveau programme aura pour objectif de soutenir les autres formules d'habitat et de répondre aux besoins des demandeurs de logements. Ce quota, a-t-il indiqué, est constitué de 1.172 logements affectés à la ville de Constantine, dont les travaux ont été entamés

en 2022 avec un taux d'avancement estimé à 45%, 143 unités pour la circonscription administrative Ali Mendjeli, dont les taux d'avancement des chantiers sont évalués entre 30 et 60 % en plus de 60 autres unités dans la commune d'El Khroub (30%), notant que la réception de ces projets est prévue pour "fin 2024". Dans la circonscription administrative Ali Mendjeli, 233 logements de ce même segment, a ajouté le même responsable, ont été réalisés à l'Unité de Voisinage (UV) 6 et attribués à leurs bénéficiaires, juillet dernier. Le même responsable qui s'est félicité de la réussite de plusieurs projets d'habitat, réalisés durant les années passées, constituant "un indicateur de l'importance des programmes mis en œuvre par les pouvoirs publics pour améliorer le cadre de vie des citoyens", a signalé que 1.000 Logements promotionnels publics (LPP) dont 620 réalisées à la ville Massinissa (Khroub) et 380 à la l'extension Ouest de circonscription administrative Ali Mendjeli, ont été attribués en 2022.

L'Algérie devrait exhorter des startups à développer et lancer des réseaux sociaux

Fin novembre, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28) 2023 sera lancée à Dubaï. Organisé à la fin d'une année qui a battu plusieurs records de chaleur, l'événement est censé ouvrir la voie à un effort majeur visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à stimuler l'adaptation au changement climatique à l'échelle mondiale.

PAR Dr. Ali Kahlane (*)

Nous explorons dans cet article la notion de souveraineté numérique à travers l'initiative de l'Algérie pour encourager le développement de réseaux sociaux dans le pays. Il est essentiel de préciser que l'intention n'est pas de promouvoir un réseau social étatique pouvant conduire à un contrôle administratif ni de soutenir une quelconque forme de limitation de la liberté d'expression.

Au contraire, nous nous concentrons sur l'importance de la souveraineté numérique, de la liberté d'expression, et de la lutte contre la désinformation et les fake news. Dans une ère où les réseaux sociaux internationaux dominent largement, cette initiative algérienne vise à offrir une alternative qui respecte les valeurs culturelles et sociales algériennes, tout en étant consciente des risques de censure et de restriction des libertés individuelles. L'objectif est de trouver un équilibre entre l'autonomie numérique et le respect des droits fondamentaux des utilisateurs.

Impact sur la Souveraineté Numérique et l'Économie L'initiative algérienne pour développer des réseaux sociaux locaux présente des avantages significatifs en termes de souveraineté numérique et d'impact économique. En promouvant des plateformes nationales, l'Algérie vise à renforcer son autonomie dans le cyberspace tout en stimulant l'économie locale. Cette démarche encourage l'acquisition de compétences numériques et favorise le développement d'infrastructures technologiques robustes. Cela fera évoluer son paysage numérique, en cherchant l'équilibre et la préservation de l'identité culturelle avec les impératifs de la mondialisation, tout en visant une intégration économique accrue.

Avec près de 60% de la population connectée, majoritairement jeune, l'Algérie reconnaît l'importance vitale des réseaux sociaux pour informer et influencer positivement l'opinion publique et ainsi contrecarrer les conflits idéologiques qui nous ont fait tant de mal par le passé. Nous nous devons de trouver des parades face aux tentatives étrangères de manipulation médiatique, comme celles observées durant les événements de Gaza. Nous constatons jour après jour et heure après heure que des canaux, qui nous sont étrangers, distillent des informations largement biaisées favorisant une partie spécifique, qui n'est pas celle de l'Algérie. Cela met en évidence les défis de la désinformation et la nécessité d'une approche équilibrée et représentative dans les réseaux sociaux qui sont les canaux privilégiés des Algériens actuellement, près de 70% d'entre eux, s'informent sur le fil d'actualité de Facebook, par exemple. (Voir figure n°1)

Réseaux sociaux et souveraineté numérique

La souveraineté numérique de l'Algérie s'appuie sur sept piliers fondamentaux : les infrastructures, la gestion des données, l'industrie numérique, la cybersécurité, la réglementation, les ressources humaines et compétences numériques, ainsi que la coopération internationale. Ces piliers forment la base sur laquelle le pays construit et maintient son autonomie dans le cyberspace.

Parmi ces piliers, plusieurs sont directement pertinents pour le rôle et l'impact des réseaux sociaux. Les infrastructures, par exemple, sont essentielles puisque la localisation des serveurs et du matériel réseau détermine le contrôle de l'Algérie sur ces plateformes. La gestion des données est clé, car les réseaux sociaux génèrent et stockent de grandes quantités de données utilisateur. La manière dont ces données sont gérées et utilisées, en termes de stockage et de protection, reflète la souveraineté numérique du pays, particulièrement quand nos lois exigent que les données soient conservées au sein du pays.

La cybersécurité est un autre pilier fondamental. Les me-

sures de sécurité, qu'elles soient logicielles ou matérielles, appliquées aux réseaux sociaux, sont vitales pour protéger les informations contre les menaces numériques. Enfin, la réglementation influence directement la manière dont les réseaux sociaux fonctionnent au sein des frontières algériennes, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression, la protection des données personnelles, et la lutte contre la désinformation.

Réseaux Sociaux Algériens et Comparaison Internationale

La volonté de développer un écosystème numérique algérien se trouve au cœur de cette initiative, promettant de déclencher une vague d'innovation, d'entrepreneuriat, et de nouvelles opportunités économiques. Inspirée par des succès internationaux, l'Algérie devrait chercher à tirer des leçons pour la mise en place de ses propres plateformes. Un exemple de tentative algérienne dans cette direction est ce réseau social, développé par une startup, actuellement en phase bêta qui a déjà attiré plus de 200,000 téléchargements sur les plateformes Android et iOS.

Défis, opportunités et impacts dans le monde des affaires L'adoption de réseaux sociaux algériens présente des défis et des opportunités pour les entreprises locales. Le principal défi réside dans la concurrence avec les géants mondiaux des médias sociaux et l'adaptation des stratégies de marketing aux plateformes nationales. Cependant, cela offre une chance unique de se concentrer sur un public jeune et connecté, en utilisant des médias qui reflètent l'identité nationale. Les entreprises doivent s'adapter pour saisir ces nouvelles opportunités, tirant parti des données spécifiques à la région pour cibler efficacement leur audience.

Les stratégies de marketing vont être redessinées pour s'harmoniser avec toutes les nuances de plateformes domestiques naissantes. Les entreprises devront réaligner leurs budgets publicitaires et en créer de nouveaux, pour d'autres, qui doivent viser à capturer l'attention d'une population majoritairement jeune et hyper connectée, mais cette fois, à travers un médium qui parle directement à leur identité nationale et, surtout dans une monnaie directement disponible quand il s'agit d'en utiliser les capacités marketing en mode "sponsoring".

Nouvelles Opportunités

Les outils analytiques et les données démographiques, autrefois standardisés à travers des géants comme Facebook, X (Twitter) ou LinkedIn (Voir tableau N°2), deviendraient un nouveau terrain à conquérir pour les entreprises et les startups algériennes. Les données recueillies sur ces nouvelles plateformes donneraient aux entreprises des aperçus précieux du comportement des consommateurs algériens, avec certes un apprentissage initial nécessaire pour interpréter ces nouvelles métriques.

Les entreprises algériennes se verraient contraintes d'innover, créant des contenus numériques qui résonnent non seulement avec la langue mais aussi avec le cœur et la culture algérienne. Cela entraînerait une vague de personnalisation et de localisation sans précédent dans leurs campagnes de marketing.

Adaptation des Marques Internationales et Souveraineté Numérique Algérienne

L'avènement de plateformes algériennes pourrait enflammer l'esprit de partenariat au sein de l'économie locale, poussant ainsi les entreprises à tisser des liens plus étroits avec les développeurs et créateurs algériens, ce qui renforcera un écosystème d'affaires national en pleine expansion. L'introduction de réseaux sociaux algériens représente un défi complexe pour les marques internationales. Ces dernières doivent naviguer entre le respect de la souveraineté numérique algérienne et l'adaptation à un paysage média-

tique aux particularités culturelles fortes. Toutefois, cette situation soulève des interrogations : jusqu'où ces marques peuvent-elles s'adapter sans compromettre leur identité globale ? Et comment assurer que cette adaptation ne devienne pas une forme subtile de censure culturelle ou un alignement superficiel dépourvu de réelle compréhension des nuances locales ?

Un réseau local algérien serait une opportunité riche en potentiel pour les entreprises algériennes, mais aussi un défi pour les acteurs mondiaux ainsi qu'un appel à l'innovation pour tous. Il s'agit de souveraineté numérique, d'identité culturelle, et de sécurité des données, où le protagoniste principal est notre pays qui cherche à façonner un avenir numérique de ses propres mains.

Des réseaux sociaux algériens : Risques et Limitations

Le développement de réseaux sociaux nationaux pourrait entraver la diversité des contenus et perspectives, limitant potentiellement la liberté d'expression. Si l'objectif est de promouvoir la culture locale, cette démarche risque de créer un écho numérique, où seules les voix conformes à l'identité nationale prédominante sont amplifiées. Cela soulève une question critique : comment équilibrer la promotion de l'identité culturelle algérienne tout en préservant un espace pour le pluralisme et le débat ouvert, essentiels à toute société démocratique ?

En conclusion

L'initiative algérienne de développer ses propres réseaux sociaux représente une étape importante vers une plus grande souveraineté numérique. Ce mouvement vers l'autonomie dans le cyberspace, tout en présentant des défis, offre des opportunités uniques de renforcer l'identité culturelle nationale et de stimuler l'économie locale. Cependant, il est impératif de maintenir un équilibre entre la promotion de cette identité et la garantie de la diversité des contenus et de la liberté d'expression. La réussite de cette entreprise dépendra de la capacité de l'Algérie à naviguer dans ces complexités, en promouvant l'innovation tout en préservant les valeurs fondamentales de la démocratie et de l'ouverture. L'avenir des réseaux sociaux algériens est donc non seulement une question de technologie, mais aussi de vision sociale et culturelle, où les choix faits aujourd'hui façonneront le paysage numérique de demain. Pour que ces réseaux sociaux algériens nationaux atteignent leur plein potentiel, il est essentiel qu'ils conservent une indépendance vis-à-vis du contrôle étatique direct. Bien que l'initiative bénéficie du soutien du gouvernement, ces plateformes doivent opérer avec une autonomie financière et éditoriale.

Cela garantira non seulement leur crédibilité et leur attractivité auprès des citoyens, mais favorisera également un espace où la liberté d'expression et la diversité des opinions peuvent s'épanouir. Un financement et une gouvernance diversifiés, impliquant des partenaires privés et des contributions communautaires, pourraient être la clé pour établir ces réseaux comme des piliers indépendants et dynamiques de la société et de l'économie numériques de notre pays.

À l'instar de nombreux pays, en dehors des Etats Unis, ces réseaux ne seraient pas simplement des plateformes de communication, mais pourraient être une vitrine de nos cultures, un pilier de notre économie numérique et un outil de consolidation de son indépendance dans l'arène numérique internationale.

(*) Vice Président du Think Tank CARE, Consultant-formateur en transformation numérique Cybersécurité, IoT et Intelligence artificielle et ancien Professeur à l'Ecole militaire polytechnique.

source : Care

SOMMET ÉCONOMIQUE ARABO-BRITANNIQUE
AboulGheit : « Une opportunité de renforcer la coopération bilatérale »

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed AboulGheit, a souligné l'importance du troisième sommet économique arabo-britannique pour renforcer la coopération économique entre les deux parties. Il a appelé à une intensification des investissements britanniques dans la région. Lors de son discours d'ouverture de la troisième édition du Sommet économique arabo-britannique 2023 à Londres, il a souligné les liens profonds entre le Royaume-Uni et les pays arabes. Ces liens constituent une base précieuse pour renforcer la coopération mutuelle, en particulier à la lumière des opportunités significatives présentées par le plan de développement lancé par la Grande-Bretagne après le Brexit, en plus des projets économiques arabes et des initiatives englobant des projets de développement, a-t-il ajouté. Selon un communiqué de la Ligue arabe au Caire, AboulGheit a expliqué que le commerce arabo-britannique reste crucial malgré la concurrence substantielle des puissances économiques traditionnelles et émergentes. Le volume des échanges commerciaux s'élevait à 57 milliards de dollars à la fin de 2021. La Chambre de commerce arabo-britannique, en collaboration avec l'Union des chambres arabes, a organisé la troisième édition du Sommet économique arabo-britannique sous le thème « Soutenir une vision émergente ». Le sommet vise à se concentrer sur l'élargissement de la coopération entre les deux parties dans divers secteurs et industries.

POUR UN MILLIARD DE DOLLARS SABIC et Total envisagent de vendre une usine aux USA

Saudi Basic Industries Corporation (SABIC) et Total Energies envisagent de vendre une usine chimique commune qu'ils possèdent en Louisiane pour un montant de plus d'un milliard de dollars.

Cette immense usine américaine fabrique des ingrédients chimiques utilisés dans une gamme de produits allant des bouteilles en plastique aux gobelets et isolants jetables. Selon un article de Bloomberg, les travaux sur l'accord en sont encore à leurs débuts et les deux sociétés pourraient éventuellement décider de conserver l'usine. L'énergéticien français et le groupe saoudien possèdent conjointement l'usine de production de styrène de Carville, d'une capacité de production de 1,2 million de tonnes par an, selon le rapport annuel de TotalEnergies. Total possède l'intégralité de l'unité polystyrène. Ensemble, ils constituent la plus grande usine de styrène et de polystyrène au monde, selon le site Internet de TotalEnergies. L'entreprise française a investi ces dernières années dans la modernisation de sites de production d'autres produits chimiques aux États-Unis, tout en construisant un projet pétrochimique de 11 milliards de dollars en Arabie Saoudite avec Aramco. Elle convertit également certaines raffineries en France en usines de biocarburants. Elle a récemment cédé certains actifs chimiques français au groupe Ineos. Il convient de noter que la



Saudi Basic Industries Corporation (SABIC) a enregistré une perte au troisième trimestre 2023, d'environ 2,88 milliards de riyals, contre un bénéfice net d'environ 1,84 milliard de riyals après zakat et impôts, au cours du même trimestre de 2022. SABIC a déclaré dans un communiqué sur "SaudiTadawul" qu'il y avait des pertes non monétaires à la suite de l'acquisition par le

Fonds d'investissement public de la totalité de la participation de "SABIC" dans la société saoudienne sidérurgique "Hadeed", annoncée précédemment, s'élevant à 2,93 milliards de riyals. Le PDG de Saudi Basic Industries Corporation (SABIC), Abdul Rahman Al-Faqih, a déclaré que les pertes nettes du troisième trimestre 2023, sur une base annuelle, sont dues à l'impact financier de

l'accord de vente de « Hadid ». Al-Faqih a ajouté, lors d'une conférence de presse, commentant les résultats trimestriels, que les ventes de SABIC ont augmenté d'environ 6% au troisième trimestre de cette année, et que la société a pu réduire ses coûts et améliorer sa marge de rentabilité, tout en notant que les prix moyens ont baissé de 1% au cours de l'année écoulée.

PETRONAS

En faire de l'Égypte un hub pour les exportations de ses produits

Le président régional pour les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de la compagnie pétrolière malaisienne Petronas, Giuseppe Pedretti, a déclaré que l'entreprise souhaitait transformer l'Égypte en un centre d'exportation de ses produits vers les pays voisins et le continent africain, et qu'elle entendait fournir des technologies de pointe et produire des produits de haute qualité pour le marché égyptien et les marchés mondiaux. Un communiqué publié hier par le ministère égyptien du Pétrole indique que les déclarations du responsable malaisien ont été faites lors de discussions qu'il a eues avec le ministre du Pétrole Tarek El Molla, qui ont porté sur les moyens de renforcer la coopération et les opportunités d'investissement disponibles, en particulier dans le domaine de la

production, commerce et circulation des produits pétroliers. Au cours de la réunion, Al-Mulla a souligné l'importance du partenariat réussi entre la société malaisienne et la société pétrolière Al-Taaoun, représentée par PetronasEgypt-LubricantsCompany, afin d'obtenir des succès pour les deux parties, soulignant que le climat de travail dans le secteur pétrolier, le marché des produits alimentaires en Égypte regorge d'opportunités d'investissement remarquables et de possibilités de développement et d'expansion des activités des entreprises qui y opèrent. Le communiqué ajoute qu'à la suite de la réunion, un protocole de coopération a été signé entre la société pétrolière Al-Taaoun et la société Petronas Misr Lubricants pour soutenir les opportunités disponibles de coopération

conjointe entre les deux sociétés en Égypte, échanger des expériences et exploiter de manière optimale les capacités de chaque partie. d'une manière qui réalise l'intégration des intérêts communs. L'accord a été signé par le président de la société Al Taawon Petroleum et le directeur de la société PetronasEgyptLubricants. Dans le cadre de l'accord, les deux parties s'efforceront d'accroître la coopération dans les travaux d'intérêt commun et d'échanger des expériences, notamment dans le domaine de la recherche et du développement, en fournissant des consultations sur de nouveaux investissements et en unifiant les efforts déployés dans les différents secteurs des deux entreprises. activités.

APRÈS LE BOOM DE LA COUPE DU MONDE

La croissance économique au Qatar reviendra à la normale en 2023

Le Fonds monétaire international a déclaré mardi que la croissance économique du Qatar était revenue à la normale en 2023 après le boom entraîné par la Coupe du monde. Le fonds a indiqué que l'économie du plus grand exportateur mondial de gaz naturel liquéfié bénéficie de perspectives positives à moyen terme, soutenues par une production accrue de gaz naturel liquéfié

et des efforts de réforme intensifiés. "Une large discipline budgétaire dans un contexte de gains pétroliers et gaziers inattendus au cours de la période 2022-2023 a conduit à d'importants excédents et à une réduction rapide de la dette du gouvernement central", a-t-il ajouté. Standard & Poor's s'attend à ce que la croissance économique du Qatar

ralentisse à 2 % en 2023, après une croissance d'environ 5 % l'année dernière grâce à l'accueil de la Coupe du Monde de la FIFA. Mais l'agence a déclaré dans un rapport que l'économie devrait retrouver son élan jusqu'en 2026, soutenue par une augmentation des investissements et une augmentation de la production de gaz naturel du pays grâce au projet d'expansion gazière de North Field.

Elle a ajouté que si le Qatar envisage d'augmenter la capacité de production de gaz naturel liquéfié de 64 % entre 2025 et 2027, pour la porter à 126 millions de tonnes par an contre 77 millions actuellement, ses attentes indiquent que la production réelle de gaz liquéfié ne connaîtra pas de changement significatif avant 2025, mais il augmentera de 30 % d'ici 2026-2027.

AFRIQUE DE L'EST

La BAD approuve un investissement de 10 millions de dollars

Le financement du Groupe de la Banque permettra à DhamanaGuaranteeCompany Limited d'émettre des garanties pour des titres de créance.

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé une prise de participation de 10 millions de dollars dans DhamanaGuaranteeCompany Limited afin de soutenir l'utilisation des marchés de capitaux comme source alternative de financement à long terme pour les infrastructures et le secteur réel en Afrique de l'Est. Dhamana sera domiciliée au Kenya en tant que société à responsabilité limitée avec un mandat régional pour fournir des garanties de crédit sur les instruments du marché des capitaux d'emprunt. Le financement du Groupe de la Banque permettra à Dhamana d'émettre des garanties pour des titres de créance. Ces obligations en monnaie locale sont destinées à renforcer la notation de crédit des instruments afin d'attirer les investissements des fonds de pension, des compagnies d'assurance et des fonds souverains pour financer les infrastructures et le secteur réel en Afrique de l'Est. La Banque, en collaboration avec InfraCoAfrica (qui fait partie du Private Infrastructure Development Group), Financial SectorDeepening ainsi que des investisseurs institutionnels locaux et d'autres partenaires, soutiendra l'opérationnalisation de Dhamana. Dhamana soutiendra l'accès au financement pour des secteurs clés, notamment les transports, l'eau, les énergies renouvelables et la gestion des déchets, entre autres. Dhamana s'engage à catalyser le financement pour aider à l'expansion du financement vert et durable en Afrique de l'Est. Ses activités de garantie de crédit devraient ap-

porter aux investisseurs la confiance nécessaire pour soutenir l'allocation et l'intermédiation des fonds communs d'investisseurs institutionnels privés dans les infrastructures. « La Banque africaine de développement est heureuse de continuer à soutenir l'opérationnalisation de solutions innovantes telles que celles fournies par Dhamana pour débloquer et canaliser les financements à long terme en monnaie locale vers le secteur réel », a déclaré NnennaNwabuo, directrice générale de la Banque africaine de développement pour la région Afrique de l'Est. Pour Philippe Valahu, PDG du PIDG (Private Infrastructure Development Group), « le fait que la Banque africaine de développement se joigne au PIDG marque une étape importante pour la société de garantie Dhamana. Ces fonds propres supplémentaires permettront à Dhamana de mobiliser encore davantage d'importantes réserves inexploitées de capitaux institutionnels nationaux dans l'économie réelle de l'Afrique de l'Est, telles que de nouvelles infrastructures vertes et des fournisseurs de crédit aux particuliers et aux entreprises. » « Nous sommes déterminés à catalyser le développement des marchés de capitaux nationaux en Afrique, alors que nous cherchons à débloquer des investissements pour des projets bancables et résilients au changement climatique, qui doivent être réalisés avec l'ampleur et l'urgence requises pour relever les défis du changement climatique, et nous nous félicitons du soutien de la Banque africaine de développement en Afrique pour aider

à atteindre cet objectif », a-t-il ajouté. Ahmed Attout, directeur par intérim du Département du développement du secteur financier à la Banque africaine de développement, a déclaré : « Le soutien de la Banque à Dhamana montre le rôle de catalyseur et le potentiel des sociétés de garantie dans l'exploitation des opportunités de financement du secteur réel et des infrastructures en monnaie locale ainsi que l'approfondissement des marchés de capitaux d'emprunt des entreprises locales dans la région de l'Afrique de l'Est ». L'investissement dans Dhamana s'inscrit dans la priorité de la Banque de mobiliser des financements institutionnels pour l'investissement dans les infrastructures en Afrique de l'Est. Le partenariat de la Banque avec Dhamana fait progresser plusieurs objectifs stratégiques, notamment contribuer à stimuler le financement du marché de la dette en monnaie locale dans divers secteurs d'infrastructure et à accroître la diversification économique et la compétitivité dans la région. L'intervention s'aligne également sur les priorités de la Banque visant à promouvoir l'intégration régionale, notamment par l'amélioration du développement des infrastructures, la promotion d'une industrialisation inclusive et durable, et la promotion de l'innovation. Cet investissement s'aligne sur les efforts stratégiques de la Banque africaine de développement, en collaboration avec les partenaires au développement, notamment le PIDG, pour opérationnaliser les sociétés de rehaussement de crédit dans certains pays africains.

Argeville ouvre un centre de développement en Afrique du Sud

Après le Viêt Nam, la société française spécialisée dans la production de compositions parfumées (plus de 80% des ventes), d'arômes alimentaires et d'ingrédients naturels poursuit son expansion internationale avec l'ouverture d'un nouveau centre de développement à Johannesburg en Afrique du Sud.

Un réservoir de croissance important

Amorcée il y a une dizaine d'années, l'internationalisation d'Argeville se poursuit ainsi avec une toute première implantation sur le continent Africain. « Cette nouvelle ouverture s'inscrit dans le plan de renforcement de notre maillage international et consolide notre présence sur des zones commerciales stratégiques », explique Argeville dans un communiqué. Il s'agit également de renforcer la proximité avec les clients régionaux, avec qui Argeville travaille depuis plus de vingt ans sur une offre produit cross-catégories (parfums, hygiène, ambiance). Localisation stratégique Ce nouveau centre géré conjointement par Richard Kourennoy, responsable Afrique, et Ignacio Garcia, Area Sales Manager, tous deux spécialistes de la zone, tend à s'accroître rapidement avec l'arrivée prochaine de nouveaux collaborateurs. Les bureaux sont situés à Rosebank, quartier d'affaires et commercial de Johannesburg. « Un emplacement au carrefour des axes de communication, qui permettent un accès rapide à ce lieu de vie incontournable de la ville », souligne l'entreprise. « L'ouverture de notre bureau d'Afrique du sud est le prélude à d'autres projets qui devraient se concrétiser en 2023 », nous indiquait Xavier Ardizio, Président d'Argeville, en juin dernier.

AFRICANGROWTH AND OPPORTUNITYACT

Joe Biden prévoit d'exclure plusieurs pays du programme

Le président américain Joe Biden a annoncé qu'il prévoit d'exclure le Gabon, le Niger, l'Ouganda et la République centrafricaine du programme AGOA (AfricanGrowth and OpportunityAct), un régime de préférences commerciales accordé depuis l'an 2000 par les Etats-Unis aux pays d'Afrique subsaharienne. Joe Biden a motivé cette mesure par les « violations flagrantes des droits de l'homme internationalement reconnus commises par la République centrafricaine et l'Ouganda » et « l'incapacité du Niger et du Gabon à faire des

progrès continus en matière de protection du pluralisme politique et de l'Etat de droit », tout en indiquant que la suspension de ces quatre pays de l'AGOA sera effective à compter du 1er janvier 2024. « Malgré un engagement intensif entre les Etats-Unis et la République centrafricaine, le Gabon, le Niger et l'Ouganda, ces pays n'ont pas réussi à répondre aux préoccupations des Etats-Unis concernant leur non-respect des critères d'éligibilité à l'AGOA », a-t-il souligné dans une lettre adressée au président de la chambre basse du Congrès amé-

ricain. Lancé en mai 2000, le programme AGOA permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter plus de 1 700 produits vers les Etats-Unis sans payer des droits de douane. Ces produits s'ajoutent à quelque 5 000 autres produits pouvant bénéficier d'un accès au marché américain en franchise de droits de douane, dans le cadre du système généralisé de préférences. Chaque année, Washington actualise la liste des pays éligibles à l'AGOA, en fonction notamment de leur attachement à l'économie du marché, au respect de l'Etat

de droit et aux politiques de lutte contre la pauvreté. Le dispositif prend aussi en considération les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés. Plusieurs responsables américains, dont la représentante adjointe des Etats-Unis pour le commerce extérieur chargée des affaires africaines, Constance Hamilton, avaient plaidé ces derniers mois pour la révision des critères d'éligibilité au régime de préférences commerciales ou son remplacement par un nouvel accord commercial.

PANEL MINISTÉRIEL MSGBC 2023

Exploration de la collaboration régionale et des projets futurs en Afrique de l'Ouest

Les ministres de la région MSGBC se sont réunis lors du MSGBC 2023 – organisé par Energy Capital & Power – pour discuter de stratégies cohérentes pour l'intégration et l'avancement des projets phares. Les ministres de la République islamique de Mauritanie, du Sénégal et du Maroc se sont réunis lors de la conférence et exposition MSGBC Oil, Gas& Power 2023 pour discuter de stratégies cohérentes visant à favoriser la croissance au sein de l'industrie énergétique de l'Afrique de l'Ouest. Ayant lieu à Nouakchott le 21 novembre, la session du panel - animée par NJ Ayuk, président exécutif de la Chambre africaine de l'énergie - a souligné l'importance de la collaboration et du partenariat régionaux, tout en informant le public sur les projets majeurs. "Un défi de l'hydrogène vert se situe à deux niveaux - le transport et le financement", a dé-

claré Nani O. Chrougha, ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie de la République islamique de Mauritanie. Les intervenants ont discuté de l'intégration régionale comme un préalable à la promotion du commerce et de l'accès au marché pour l'industrie énergétique de l'Afrique de l'Ouest. Les panélistes ont également discuté des diverses opportunités offertes, mettant l'accent sur la gamme de projets possibles grâce aux ressources énergétiques de la région. "Au-delà du (gaz pour l'électricité), nous devrions penser à diversifier les ressources issues de l'exploitation de nos hydrocarbures. Il ne s'agit pas seulement de la transformation en électricité pour la population qui ne l'a pas encore... c'est une vision qui peut ouvrir de nouvelles possibilités", a déclaré Félix Antoine Diome, ministre du Pétrole et des Énergies du Sénégal.

Les projets d'hydrocarbures, d'hydrogène et d'énergie renouvelable avancent rapidement en Mauritanie et au Sénégal. "Birallah est un champ de gaz très important... les études de faisabilité sont terminées", a déclaré S.E. Chrougha. "Je pense qu'une décision finale sera prise en avril d'un commun accord avec les partenaires bp, Kosmos et SMH." Concernant le projet Grande Tortue Ahmeyim, S.E. Diome a déclaré : "Il sera bénéfique pour les deux pays d'obtenir du premier gaz dès que possible." De plus, il a déclaré : "Le projet Sangomar avance bien. Les premiers barils sont attendus en mai 2024." La session s'est conclue par l'exploration des considérations pour l'expansion du marché pétrolier et gazier domestique de l'Afrique, examinant le contenu local à moyen et long terme dans leurs juridictions, équilibré avec la

nécessité de stimuler l'investissement et de continuer à collaborer régionalement. Ayant lieu dans la capitale de la République islamique de Mauritanie, Nouakchott, les 21 et 22 novembre, la conférence et l'exposition MSGBC 2023 servent de seul événement consacré au développement énergétique dans la région MSGBC. L'événement se déroule sous le thème "ScalingEnergyOpportunities in Africa's New Frontier" et est organisé sous le patronage de S.E. Mohamed Ould Cheik Ghazouani, président de la République islamique de Mauritanie, et en partenariat avec le ministère du Pétrole, des Mines et de l'Énergie ; la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH); Petrosen; COS Petrogaz; et la Chambre africaine de l'énergie.

POINT-MARCHÉS

Séance sans relief en vue Europe avant Thanksgiving

Les principales Bourses européennes sont attendues sans grand changement mercredi pour une session qui devrait être de nouveau calme, à la veille de la fête de Thanksgiving aux Etats-Unis où Wall Street sera fermée jeudi et la séance de vendredi écourtée.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait grignoter 0,04% à l'ouverture, le Dax à Francfort 0,01% et le FTSE 100 à Londres 0,03%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en repli de 0,02%. Le compte rendu de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) des 31 octobre et 1er novembre, publié mardi soir, a montré que les responsables de banque centrale sont convenus qu'ils pouvaient adopter une approche prudente sur les taux d'intérêt, estimant que de nouvelles hausses seraient nécessaires seulement "si" des données suggéraient des progrès insuffisants contre l'inflation. Ces "minutes" ont été jugées sans surprise et les investisseurs parient toujours sur une baisse des taux des grandes banques centrales l'an prochain, certains traders commençant à estimer que la première baisse du coût du crédit aux Etats-Unis pourrait même intervenir dès le mois mars 2024, selon le baromètre Fedwatch de CME group. Pour la séance du jour, les volumes d'échange devraient être réduits, de nombreux opérateurs étant déjà en congés alors que Wall Street sera fermée jeudi et la session de vendredi raccourcie à 18h00 GMT. Sont néanmoins attendus ce mercredi les inscriptions hebdomadaires au chômage aux Etats-Unis qui devraient confirmer un reflux

des tensions sur le marché de l'emploi et l'indice de confiance du Michigan pour le mois de novembre. En Europe, le principal indicateur de la semaine est attendu jeudi avec la publication des PMI d'activité qui donneront des éléments sur l'évolution de la conjoncture économique alors qu'une récession reste redoutée dans le bloc communautaire.

A Wall Street
La Bourse de New York a fini dans le rouge mardi, le S&P-500 et le Nasdaq voyant s'arrêter une série de cinq séances dans le vert, alors que des distributeurs américains ont enregistré une baisse après des prévisions décevantes et que les valeurs technologiques se sont repliées. L'indice Dow Jones a cédé 0,18%, ou 62,75 points, à 35.088,29 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 9,19 points, soit 0,20%, à 4.538,19 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 84,55 points (0,59%) à 14.199,98 points. Les principaux indices de Wall Street sont restés dans le rouge après la publication des "minutes" de la Fed. "En l'absence de catalyseurs pour continuer à porter le marché vers le haut aujourd'hui, il y a eu des déceptions pour les actions et quelques prises de bénéfices", a déclaré Michael James, directeur général Wedbush Se-

curities. Côté valeurs, le distributeur Kohl's a plongé de 8,6% après des ventes trimestrielles inférieures aux attentes, tandis que Lowe's a reculé 3,1% en raison de la baisse de sa prévision de bénéfice annuel. Best Buy, lui, s'est replié de 0,7% à la suite d'une prévision morose pour ses ventes annuelles.

En Asie
A la cõture de la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei avance de 0,26% à 33.440,09 points, tandis que le Topix, plus large, prend 0,44% à 2.378,19 points, à la faveur d'un rebond technique, les marchés japonais étant fermés jeudi. Les indices ont été également soutenus par Fast Retailing (+1,26%) Cyberagent (+4,95%). L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) perd mercredi 0,20% après avoir gagné plus de 3% la semaine dernière et touché mardi un plus haut depuis septembre.

En Chine, le SSE Composite de Shanghai re-flue de 0,41% et le CSI 300 abandonne 0,7%.

CHANGES/TAUX
L'indce dollar, mesurant les fluctuations du billet vert face à un panier de devises internationales, rebondit mercredi, de 0,19%, mais reste près d'un creux de deux mois et demi. Le dollar s'est déprécié depuis le début du mois d'environ 3% et se dirige vers sa plus forte baisse mensuelle en un an. L'euro recule de 0,07%, à 1,0901 dollar après avoir touché mardi un sommet depuis la mi-août, à 1,0966. La livre sterling s'affiche à 1,2518 dollar (-0,15%), revenant d'un pic de deux mois atteint mardi à 1,2554. Sur le marché obligataire, le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est stable, à 4,4236%, mais il accuse un repli d'environ 50 points de base depuis le début du mois.

CAC 40
Prestations sans surprise de la Fed et Nvidia

La Bourse de Paris devrait démarrer sur une note stable mercredi matin suite à la parution des 'minutes' de la Fed et des résultats de Nvidia, deux rendez-vous très attendus qui se sont finalement révélés être des 'non-événements'. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison décembre - grignote 11 points à 7251 points, laissant entrevoir une poursuite de la molle consolidation des dernières séances. Le compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, publié dans la soirée d'hier, a été accueilli dans l'indifférence générale ou presque. Si les responsables de la banque centrale estiment que le resserrement des conditions monétaires commence à freiner l'activité économique, ils notent aussi que l'inflation reste 'persistante' aux Etats-Unis. De nouvelles hausses de taux restent donc 'sur la table' dans l'hypothèse où le maintien à leurs niveaux actuels ne devait pas permettre de se rapprocher de l'objectif d'une inflation autour de 2%. Reste que ces déclarations sont assez conformes au contenu des dernières interventions du président de l'institution, Jerome Powell, et les opérateurs se disent que la Fed évoque de plus en plus souvent un ralentissement et de moins en moins souvent le risque d'une nouvelle vague d'inflation. Dans ces conditions, il apparaît difficile de cerner la date à laquelle la Fed commencera à baisser ses taux, mais il semble que la banque centrale américaine ne sache pas elle-même quand ce moment viendra. Déjà dans le rouge avant la publication des 'minutes' de la Fed, le Dow Jones a fini la séance de mardi sur un repli de presque 0,2%, tandis que le Nasdaq Composite cédait non loin de 0,6%. La réaction des marchés obligataires a été imperceptible, mais une petite détente a paru s'imposer en fin de séance avec un repli du rendement des Treasuries à dix ans en direction de 4,40%, ce qui démontre que les 'minutes' s'inscrivent en ligne avec les anticipations. Les craintes sur la croissance économique et la menace de plus en plus réelle d'une récession aux Etats-Unis favorisent aussi, dans une certaine mesure, la demande pour les obligations souveraines.

Malgré cette moindre rémunération du dollar, l'euro perd du terrain face au billet vert ce matin pour se stabiliser légèrement au-dessus de la zone de 1,09. Autre déception relative, les résultats du fabricant de puces Nvidia se sont révélés supérieurs aux attentes hier soir, comme la plupart des analystes s'y attendaient, mais sans grande surprise à la clé. Ce léger désappointement se ressent sur le cours du titre du spécialiste des applications liées à l'IA, qui s'affaissait de 1,7% en cotations électroniques après-Bourse. L'attention des investisseurs devrait maintenant se tourner vers les nombreuses publications économiques américaines du jour, à savoir les commandes de biens durables, les inscriptions aux allocations chômage et la confiance des consommateurs du Michigan. Quelques dégagements pourraient être favorisés par une certaine faiblesse des volumes à la veille du congé de Thanksgiving, qui verra Wall Street fermer ses portes demain pour ne rouvrir que pour une demi-séance vendredi. D'un point de vue technique, les chartistes rappellent que le CAC 40 doit parvenir à se stabiliser durablement au-dessus de la barre des 7200 points afin d'envisager une poursuite de sa séquence haussière.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 22 Novembre 2023 Valeur : 24 Novembre 2023				
BASE	DEVICES			
1	USD	US DOLLAR		134.2254 134.2404
1	EUR	EURO		146.4533 146.5234
1	GBP	POUND STERLING		168.0969 168.1789
100	JPY	JAPANESE YEN		90.1568 90.1729
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7830 18.7854
1	CHF	SWISS FRANC		151.8387 151.8728
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.8605 97.8999
1	DKK	DANISH KRONE		19.6474 19.6525
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8141 12.8181
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5404 12.5452
1	AED	UAE DIRHAM		36.5458 36.5519
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7868 35.7927
1	KWD	KUWAITI DINAR		435.5140 435.7040
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0261 43.4586
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.2811 13.2826
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8332 27.9755
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5341 3.5345
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.9828 178.9828

WALL STREET

Ni surprise avec les 'minutes', ni avec Nvidia

Les jeux étaient fait dès les premiers échanges (légères baisses de -0,2% à -0,6%) et les scores se sont figés durant les 6 dernières heures de cette séance, placée sous un soudain désintérêt des investisseurs qui ne croient plus utile de renforcer les portefeuilles après 12% de hausse en ligne droite depuis le 26 octobre et à 24H d'un 'pont' de 4 jours. Le suspens aurait pu rebondir après la clôture mais les trimestriels de Nvidia s'im-

posent comme un 'non-événement'. Le S&P500 a pâti du repli des semiconducteurs et des valeurs bancaires avec Zions -4,1%, Comerica -2,3%, Morgan Stanley -1,6%, Goldman Sachs et Bank of America -1,3%... Le Nasdaq cède -0,59% dans le sillage du repli collectif de Qualcomm (-1,9%), Microchip et AMD (-2%), Applied Materials (-2,2%), Micron (-2,4%), Intel (-2,5%), Lucid et Paypal (-2,8%), Marvell Techno

(-3%), ON Semiconductors (-3,2%)... et Nvidia a cédé 0,9% en amont de ses résultats, probablement le point d'orgue de cette courte semaine boursière à Wall Street. Le champion des puces très prisées par les géants de l'IA annonce des résultats 'supérieurs aux attentes' comme 99,9% des opérateurs s'y préparaient mais cette fois-ci, pas d'énorme surprise (les attentes étaient très élevées) et cela se ressent puisque

le cours n'a pas réagi sur le coup puis s'est légèrement affaissé de -1,2% par la suite (en 'after hours') soit un repli global de -2% sur la séance. Les 'minutes' de la FED ont été publiées à 20H dans l'indifférence générale: les membres de l'institut monétaire confirment que si les conditions monétaires se sont resserrés et que cela commence à freiner l'économie, l'inflation reste 'persistante'.

CANADA

Des déficits à la hausse à Ottawa

Le ralentissement de l'économie canadienne et la hausse des taux d'intérêt plombent plus que prévu les finances du gouvernement fédéral et forcent la ministre des Finances Chrystia Freeland à revoir à la hausse la taille des déficits au cours des cinq prochaines années.

Le déficit devrait s'établir à 40 milliards de dollars en 2023-2024, comme cela était prévu dans le dernier budget fédéral déposé en mars. Mais le manque à gagner sera plus élevé que les dernières projections de la ministre Freeland durant chacun des exercices financiers suivants. Entre 2024-2025 et 2027-2028, les déficits seront cumulativement plus importants de 36 milliards de dollars que ce qu'avait anticipé la grande argentière du pays il y a environ six mois.

Dans sa mise à jour économique dévoilé mardi, le ministre Freeland prévoit donc un déficit de 38,4 milliards de dollars en 2024-2025 (+3,4 milliards), 38,3 milliards en 2025-2026 (+11,5 milliards), 27,1 milliards en 2026-2027 (+11,3 milliards) et 23,8 milliards en 2027-2028 (+9,8 milliards).

L'augmentation des frais d'intérêt liée à la dette accumulée explique en bonne partie cette hausse du déficit. Les frais de la dette passeront de 35 milliards de dollars en 2022-2023 à 58,7 milliards de dollars en 2027-2028 – une somme plus importante que les transferts fédéraux en santé aux provinces –, selon les projections contenues dans la mise à jour économique.

Résultat : l'encre rouge continuera à couler de façon abondante à Ottawa. Un retour à l'équilibre budgétaire n'est visiblement pas dans les cartons à court ou à moyen terme. Depuis son arrivée au pouvoir, en 2015, le gouvernement Trudeau n'a jamais présenté un budget équilibré.

La dette accumulée, elle, passera d'ailleurs de 1173 milliards de dollars en 2022-2023 à 1343,8 milliards en 2027-2028. En 2015, ce boulet financier s'élevait à environ 600 milliards.

Dans sa mise à jour économique, la ministre Freeland maintient que le gouvernement Trudeau s'astreint à une rigueur budgétaire et qu'il gère les finances publiques d'une manière « responsable ».

Elle souligne que la dette nette du Canada en proportion de l'économie demeure plus faible aujourd'hui que dans tout autre pays du G7 avant la pandémie – un avantage que le gouvernement Trudeau affirme vouloir maintenir à tout prix.

« Notre gouvernement a sorti près de 2,3 millions de Canadiennes et de Canadiens de la pauvreté. L'inflation descend et les salaires augmentent. Et les économistes du secteur privé prévoient maintenant que le Canada évitera la récession post-pandémique que bien des gens avaient prévue », a affirmé la ministre dans son discours à la Chambre des communes.



La croissance de l'économie sera anémique en 2024 : 0,4 % seulement. Dans le dernier budget, on tablait sur une croissance de 1,5 %. On prévoit toutefois une reprise en 2025. Le taux de croissance devrait atteindre 2,2 %.

La ministre a d'ailleurs annoncé une réduction des dépenses de 345,6 millions de dollars en 2025-2026 et de 691 millions de dollars par année par la suite. Ces économies s'ajoutent à celles de 15,4 milliards de dollars sur cinq ans déjà annoncées dans le dernier budget. Selon les calculs des fonctionnaires du ministère des Finances, ces mesures entraîneront des économies de 4,8 milliards de dollars par année en 2026-2027 et permettront « de ramener la fonction publique plus près de sa trajectoire de croissance d'avant la pandémie ».

Le gouvernement Trudeau annonce aussi son intention de réduire davantage « les investissements annoncés précédemment » qui ne sont pas affectés ou qui ne sont plus nécessaires. On évoque même la possibilité de les retarder lorsque le rythme de mise en œuvre est plus lent que prévu. On estime que cette politique entraînera des économies de 480 millions de dollars sur six ans à compter de cette année.

« Il nous reste du travail à accomplir. Mais notre plan économique fonctionne », a-t-elle ajouté, en faisant allusion notamment à la crise du logement et à la hausse du coût de la vie.

Selon Robert Asselin, premier vice-président au Conseil canadien des affaires, l'état des fi-

nances publiques se retrouve dans un état fragilisé après des années de déficits importants. « C'est un cadre financier extrêmement précaire et fragile. Il n'y a vraiment plus de place pour les imprévus et les chocs économiques. Donc, s'il y a une récession, ces projections vont devenir plus dramatiques » a analysé M. Asselin.

« Malgré cela, nous avons un gouvernement qui a trouvé une façon de dépenser 21 milliards de dollars sur six ans dans un énoncé économique. Je vois des voyants orange. Et si on ajoute des pressions financières comme la création d'un programme national d'assurance-médicaments, comme le veut le NPD, on va tomber dans une zone dangereuse pour les agences de cotation », a ajouté M. Asselin, qui a été un conseiller de l'ancien ministre des Finances Bill Morneau.

Par ailleurs, le gouvernement Trudeau a décidé de mettre un peu d'eau dans son vin en ce qui a trait à l'imposition d'une taxe sur les services numériques au Canada après les multiples mises en garde servies par l'administration Biden à Washington.

Le ministre Freeland compte toujours déposer un projet de loi au cours des prochaines semaines afin d'imposer une telle taxe aux géants du numérique comme Google, Meta et Amazon. Mais la date d'entrée en vigueur reste maintenant vague. Auparavant, Ottawa affirmait que cette taxe entrerait en vigueur le 1er janvier 2024, même si le Canada s'apprêtait à faire cavalier seul.

ÉTATS-UNIS

Les taux doivent rester haut, même si l'économie ralentit « nettement »

Plus haut, plus longtemps » reste en résumé l'idée retenue par la Banque centrale américaine (Fed), qui estime que ses taux doivent rester élevés encore pour un moment, même si elle s'attend à un net ralentissement de l'économie américaine au dernier trimestre.

« Tous » les responsables de la Fed ont ainsi estimé que « qu'il serait approprié de maintenir une politique (monétaire) restrictive pour un certain temps » afin de s'assurer que l'inflation vient bien se rapprocher de sa cible de 2 %, selon le rapport, ou « minutes », de la dernière réunion de la Fed, les 31 octobre et

1er novembre, publié mardi dernier.

Le Comité de politique monétaire de la Fed avait, lors de cette réunion, maintenu les taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50 %, pour la deuxième séance consécutive, une position qui devrait persister lors de l'ultime réunion de l'année les 12 et 13 décembre, selon le sondage réalisé par CME Group.

Après 11 hausses depuis mars 2022, et des taux qui ont, au total, pris plus de 5 points de pourcentage, ceux-ci ont désormais atteint leur pic, ou presque, même si le président de la Fed, Jerome Powell, n'a pas fermé la

porte à une nouvelle hausse. Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) semble cependant se montrer moins affirmatif qu'à l'issue de la réunion précédente s'estimant simplement « prêt à ajuster l'orientation de la politique monétaire si des risques émergent pouvant remettre en question » l'atteinte de l'objectif de 2 %.

Le FOMC répète par ailleurs ce que la plupart de ses membres ont d'ores et déjà explicité : les prochaines décisions seront prises selon l'évolution des indicateurs macroéconomiques. En l'espèce, les économistes de la Fed anticipent d'ailleurs un ra-

lentissement net de l'économie américaine au dernier trimestre, après un troisième trimestre qui a vu la croissance s'accélérer au contraire.

Du fait du décalage de la politique monétaire, ils anticipent également « une croissance moins rapide que la croissance potentielle pour les deux prochaines années », avant de retrouver un rythme plus proche en 2026.

L'inflation a baissé à 3,2 % en octobre sur un an, selon l'indice CPI publié mardi, contre 3,7 % en septembre. La Fed privilégie une autre mesure, l'indice PCE, qui sera publié le 30 novembre.

CROISSANCE INCRÉMENTIELLE DES RÉSERVES DE GAZ RUSSES

305 milliards de mètres cubes au premier semestre 2023

La croissance progressive des réserves de gaz naturel en Russie dans les catégories A, B1 et C1 a atteint 305 milliards de mètres cubes au premier semestre 2023, a indiqué l'Agence fédérale pour l'exploitation du sous-sol dans son rapport. Selon le régulateur russe, quatorze nouveaux champs d'hydrocarbures ont été réservés, dont un important champ de condensats de gaz dans la zone de la mer Caspienne. La croissance incrémentielle des réserves de pétrole et de condensats a totalisé 43,5 millions de tonnes sur six mois. Selon le régulateur, quatorze nouveaux champs d'hydrocarbures ont été réservés, dont un important champ de condensats de gaz dans la zone de la mer Caspienne. 81 gisements de ressources minérales solides ont été réservés auprès de l'État au cours des six premiers mois de cette année, a indiqué l'agence. Les gisements aurifères en constituent l'essentiel (68). En outre, dix gisements de ressources minérales non métalliques, deux gisements de métaux non ferreux et un gisement de charbon ont été comptabilisés.

Faut-il acheter le petit SUV hybride Toyota Yaris Cross en occasion ?

Lancée il y a maintenant deux ans et demi, le Toyota Yaris Cross se dégage facilement en seconde main. Sa fiabilité est-elle au rendez-vous ? Vaut-il vraiment le coup ? Même s'il est revenu très tardivement sur le segment des petits SUV qu'il avait presque inventé avec le premier RAV4, Toyota n'a jamais semblé inquiet quant au succès de sa Yaris surélevée. Comme souvent, le géant japonais avait raison. Sans cannibaliser les ventes de sa citadine fétiche, le Yaris Cross s'est naturellement imposé dans le paysage automobile français, où il n'est pas loin du top-10 des ventes. Entre janvier septembre, il avait déjà conquis plus de 22 000 clients. Cela le plaçait précisément 13ème des ventes mais 4ème si l'on considère ses adversaires directs que sont les Peugeot 2008, Renault Captur et éventuellement le Dacia Duster. Bref, une vraie réussite que le début de carrière de ce modèle. Au point que la cote ne faiblit pas beaucoup sur le marché de l'occasion. Désormais assez facile à trouver sur les sites de petites annonces, le Yaris Cross ne se donne pas du tout. C'est simple, vous aurez bien du mal à trouver un modèle à moins de 22 000 € alors que les compteurs affichent déjà plus de 50 000 km pour certains. Dans l'absolu, vous ne ferez pas une mauvaise affaire, car la fiabilité semble, comme très souvent avec Toyota, au rendez-vous. Mais en cette fin d'année, sachez que

RENAULT MASTER (2024)
Le roi des utilitaires est de retour

Depuis sa naissance en 1980, le Renault Master est devenu l'un des piliers incontestés du marché européen des utilitaires. Avec plus de trois millions d'exemplaires vendus depuis ses débuts, le Master incarne une histoire à succès de plus de quatre décennies.

Toujours fabriqué en France, à Batilly, près de Metz, le Renault Master revient sur le devant de la scène avec une nouvelle génération qui ne révolutionne pas l'univers des utilitaires, mais les quelques nouveautés présentées devraient lui permettre de faire la différence, notamment face à une concurrence qui s'est aiguisée du côté de chez Stellantis il y a quelques semaines.

Voici le premier « Aerovan » au monde
La quatrième génération du Renault Master se distingue par son design intérieur annoncé comme « novateur ». Un bien grand mot pour un utilitaire, surtout quand la fonction dicte le design. Toujours est-il que le nouveau Master a été conçu comme un « Aerovan », un terme marketing savamment trouvé qui signifie que les ingénieurs ont réussi à réduire le Cx de plus de 20 % par rapport à la version sortante, permettant de passer sous les 200 g/km de CO2 pour les modèles thermiques. Cette amélioration se répercute également sur les versions électriques, avec une économie de 20 % par rapport à la génération précédente. Le nouveau Renault Master bénéficie d'un habitacle de qualité, comparable à celui des VP. La planche de bord en forme de S, orientée vers le conducteur, maximise l'espace et utilise des matériaux annoncés comme proches des standards que nous pouvons retrouver au sein de nos voitures conventionnelles. L'écran de 10 pouces est de série sur toute la gamme. Toujours à l'intérieur, le volume des rangements a été augmenté de 25 %, tandis que l'habitacle peut désormais facilement se transformer en bureau mobile, avec un siège central se transformant en table de travail et des prises USB-C pour alimenter les appareils électroniques.

Des versions électriques enfin convaincantes ?
Quelle que soit la motorisation choisie, le nouveau Renault Master est assemblé sur la même ligne de production. L'utilitaire est disponible sous quatre versions diesel Blue dCi avec des puissances de 105, 130, 150 et 170 ch. Ces versions devraient encore être celles plébiscitées par les professionnels, du moins tant qu'il y aura des avantages fiscaux à ce niveau, d'autant plus que les versions électriques proposées par le nouveau Master ne pourront pas forcément correspondre à tous les besoins. En effet, l'utilitaire français bénéficie de deux versions 100 % électriques, avec des autonomie de 180 ou 410 km selon le cycle WLTP. La première variante embarque une toute petite batterie de 40 kWh, certainement destinée aux véhicules ne faisant que de l'urbain. L'autre inté-

gre un accumulateur de 87 kWh. Sur la dernière version, la charge rapide 130 kW en DC permet

proposent des fonctions V2X (Vehicule To Load et Vehicule To Grid), permettant le char-



de regagner 229 km d'autonomie en 30 min. À domicile, le chargement de 10 à 100 % se fait en moins de quatre heures avec une wallbox en 22 kW AC. Le Nouveau Renault Master est également prévu pour une version à hydrogène H2 et pile à combustible. La marque n'a pas annoncé de date d'arrivée pour ce modèle pour le moment, mais d'après nos informations, il pourrait arriver sur nos routes en 2025.

Une mise à jour technologique bienvenue
Le véhicule fait aussi le plein de technologies, et notamment d'un nouveau système de freinage dynamique à assistance électrique qui donne la même efficacité et la même sensation à la pédale, quelle que soit la charge du véhicule. Il permet aussi au système de freinage automatique d'urgence de s'enclencher plus rapidement (temps de réaction divisé par deux) ainsi qu'une plus forte récupération d'énergie pour les versions électriques. Longtemps pointés du doigt pour l'absence d'aides à la conduite par rapport aux VP, les VU sont maintenant obligés de proposer des prestations quasi-similaires aux voitures. Ainsi, le nouveau Master propose 20 aides à la conduite avec des systèmes tels que l'assistant de stabilisation latérale, le freinage automatique d'urgence et l'Intelligent Speed Assist (le régulateur de vitesse adaptatif). Les versions électriques

gement d'appareils extérieurs et la délivrance d'énergie vers le réseau électrique.

Google dans votre utilitaire
Le nouveau Renault Master bénéficie d'une nouvelle connectivité avec le système multimédia OpenR Link et la compatibilité Android Auto et Apple CarPlay. Le système est basé sur Android Automotive OS 12 et intègre Google, offrant la navigation Google Maps et d'autres fonctionnalités très pratiques pour les professionnels, dont une gestion plus simple de la flotte de véhicules ou encore divers services liés aux modèles électriques, comme un planificateur d'itinéraire. Le Renault Master sera disponible à partir du printemps 2024 avec une gamme complète de 20 silhouettes différentes, de 11 à 22 m3, avec une largeur d'accès augmentée (+ 40 mm) au niveau de la porte latérale coulissante et des longueurs de chargement augmentées (+ 100 mm) au meilleur de la catégorie. 20 bases de conversions sont proposées en usine, où un atelier permet désormais de faire directement sur place certaines d'entre elles (bennes, cabines approfondies, grands volumes, etc.) permettant d'avoir au catalogue des kits montés en usine, avec à la clé, une réduction des délais de livraison.

TOYOTA YARIS CROSS (2024)

Découvrez son restylage et sa nouvelle motorisation

La suite logique du petit restylage de la Yaris était celui du Yaris Cross. Mais Toyota a pris son temps, puisqu'il ne dévoile qu'aujourd'hui la mise à jour de son crossover phare, meilleure vente en France et un des best-sellers en Europe. Sur le plan visuel, Toyota n'a pas eu besoin de faire de gros changements puisque le Yaris Cross, qui reprend les gimmicks du grand frère RAV4, semble plaire au regard des ventes actuelles. Vous aurez tout de même noté le nouveau modèle de jante et la teinte inédite "Vert Aventurine" en biton avec le toit noir.

Même constat à l'intérieur avec un agencement préservé, dans ses bons et mauvais côtés : l'ergonomie reste excellente, mais les plastiques durs sont probablement toujours nombreux. Ce qui nous amène d'ailleurs à un autre problème souvent relevé sur le Yaris Cross. L'insonorisation très légère a été corrigée à l'occasion de ce restylage avec des retouches sur les conduites d'admission pour diminuer les grondements du trois cylindres à bord, tandis que les vitrages ont été épaissis. Toujours dans un souci de confort, Toyota a modifié un des supports moteur pour

réduire les vibrations ressenties par les occupants. Sur le plan technologique, le Yaris Cross gagne un grand écran tactile 12,3 pouces sur les finitions hautes avec une nouvelle instrumentation 100 % numérique partagée avec la Yaris.

Le Yaris Cross prend du muscle

Ce n'est pas une surprise, le Yaris Cross hérite du nouveau moteur hybride de 130 ch qui a récemment été inauguré par la Yaris. Le gain de puissance par rapport au bloc de 116 ch (qui sera toujours proposé sur le Yaris Cross l'an prochain) est surtout dû à l'augmentation de la puissance du duo batterie/moteur électrique. Sur le Yaris Cross, la puissance maximale culmine à 132 ch précisément. Le moteur MG2, servant de générateur pour la batterie, voit son couple augmenter de 30 %. Toyota annonce un 0 à 100 en progrès d'une demi seconde, à 10,7 secondes. Les rejets de CO2 sont en légère augmentation mais restent contenus : entre 103 et 122 g/km selon la version, et la transmission choisie. Il faut effectivement rappeler que le Yaris Cross est l'un

des rares petits crossovers à être disponible en quatre roues motrices. Pour les clients intéressés, il faudra donc patienter jusqu'à début 2024 pour découvrir les tarifs et pouvoir passer commande. Mais le Yaris Cross 130 ne devrait pas être donné, puisque Toyota a choisi de réserver cette motorisation aux finitions hautes Yaris Cross Première, Collection et GR Sport. Les versions moins chères seront exclusivement vendues en hybride 116 ch.

Hertz est-il en train de regretter ses milliers de Tesla ?

Hertz avait vu grand : à l'origine, une énorme ambition du loueur qui annonçait vouloir commander 100 000 Tesla pour verdier sa flotte. On se souvient alors de la réponse quelque peu décalée du patron de Tesla, Elon Musk, qui affirmait alors n'avoir reçu aucune commande ferme réelle. Deux ans se sont écoulés depuis et selon les estimations de CNBC, Hertz aurait actuellement quelque 35 000 Tesla dans sa flotte américaine, sur 50 000 véhicules électriques. On est loin des 100 000 exemplaires. Mais cela pourrait

s'expliquer par les coûts un peu trop variables des Tesla, pointés du doigt par le patron de Hertz, Stephen Scherr. Si les marques historiques américaines ou européennes ont pour la plupart décidé de ne pas céder à la guerre des prix cassés à laquelle se livre Tesla depuis quelque temps, ce n'est pas pour rien : le B2B est très sensible aux valeurs résiduelles. Si une marque fait varier fortement les prix de ses modèles, les clients professionnels peuvent en pâtir à la revente. C'est justement ce qui inquiète Hertz : "la baisse du prix public des véhicules électriques au cours de l'année 2023, principalement due à Tesla, a fait baisser la valeur résiduelle de nos véhicules électriques par rapport à l'année dernière, et cela entraîne des pertes pour nous", commente Stephen Scherr. Autre problème : les frais de remise en état. Les voitures de location sont parfois très mal traitées par les clients et sur les électriques, les tarifs de réparation peuvent être conséquents. "Nos dépenses d'exploitation directes sont restées stables au cours du trimestre car elles ont augmenté avec le volume de transactions.

MACBOOK 5G

Il faudra prendre votre mal en patience

Réclamée depuis des années, l'arrivée sur le marché de MacBook dotés, comme les iPad, d'une connectivité cellulaire, ne serait pas d'actualité avant un long moment... mais l'on apprend que la chose est tout de même dans les cartons.

On le sait, Apple a toutes les peines du monde à développer ses propres puces 5G. Même après le rachat d'une bonne partie de la division modem d'Intel en 2019, la firme ne parvient pas à accoucher de solutions suffisamment performantes, et efficaces d'un point de vue énergétique, pour être incluses dans ses propres appareils. De cette situation inconfortable découle un partenariat forcé avec Qualcomm, leader sur ce marché, et visiblement une réticence d'Apple à l'idée d'accroître un peu plus sa dépendance à Qualcomm en installant des puces 5G sur plus d'appareils.

Apple toujours en difficulté sur la question des modems 5G. En l'état actuel des choses, il semble donc qu'il faudra attendre qu'Apple parvienne à produire ses propres puces modem pour voir une connectivité 5G débarquer, vraisemblablement en option, sur certains modèles de MacBook. C'est du moins ce qu'avance le très bien renseigné Mark Gurman. Dans sa newsletter PowerOn, le journaliste de Bloomberg estime en effet qu'Apple serait (sauf nouveau retard ou délais supplémentaires) en mesure d'intégrer sa première génération de puces 5G « maison » aux iPhone lancés à partir de 2026. Il faudrait alors attendre encore « deux à trois années en plus » avant de voir ces modems signés Apple intégrer les Apple Watch, iPad... et enfin les Mac.

De la 5G sur les MacBook ? Peut-être, mais pas avant de longues années « (...) Cela inclut la conception de son propre modem cellulaire, un composant qui devrait être prêt vers 2026. L'entreprise aura alors probablement besoin de deux ou trois années supplémentaires pour intégrer cette puce dans les versions cellulaires de l'Apple Watch et de l'iPad - et du Mac, une fois que la pièce sera intégrée dans le système sur puce de l'entreprise », explique Mark Gurman. Ô

MONDE INFORMATIQUE

Sekoia.io élu startup IT 2023

Cette année, le trophée innovation fait son apparition et récompense la start-up la plus innovante. C'est Sekoia.io, jeune pousse française spécialisée dans la lutte contre les menaces et le renseignement cyber qui remporte le titre. On retrouve respectivement en 2e et 3e position les start-ups Nano Corp et Optimize Network.

10 start-ups prétendaient au titre Innovation Startup 2023 du Monde Informatique. Après plusieurs semaines de vote et de mobilisation des lecteurs, c'est finalement Sekoia.io qui est arrivée en tête, représentée par son fondateur et dirigeant, Freddy Milesi. La société de cybersécurité à l'origine de la plateforme éponyme orientée XDR (eXtended Detection & Response) s'est faite remarquer en mai dernier lors de sa dernière levée de fonds – 35 millions d'euros – auprès de la Banque des Territoires, de l'investisseur européen Bright Pixel (ex-Sonae IM) et de ses investisseurs historiques Omnes Capital, Seventure et BNP Paribas Développement. L'annonce avait fait mouche avec un montant qui défie les observations relatives au ralentissement du marché de l'investissement en ce début d'année 2023. Son précédent tour de table de 10 millions d'euros remontait à 2020 et marquait alors son lancement commercial. Créé en 2019, juste avant la pandémie de covid, Sekoia.io est né de la séparation des activités conseils et solutions de la société Sekoia spécialisée dans le renseignement cyber et la lutte contre les menaces. Le projet a ensuite incubé durant cinq ans. C'est donc en 2020 que la plateforme de détection et de réponse aux cybermenaces naît pour se protéger contre des attaques de plus en plus complexes. Une offre de cyber threat intelligence conçue par une équipe de chercheurs qui se démarque par son approche favorisant l'interopérabilité grâce à l'intégration de toutes



les solutions cyber de ses clients pour fournir une tour de contrôle unique. Depuis, Sekoia.io a largement fait ses preuves, aussi bien utilisée par des grandes entreprises du CAC40, des administrations européennes et françaises, ou encore des acteurs majeurs des services de sécurité managés. Elle s'appuie pour cela sur un modèle de ventes 100 % indirect via un réseau de revendeurs et de MSSP.

Nano Corp et Optimize Network complètent le podium

Les votes des lecteurs du Monde Informatique ont placé Nano Corp en deuxième position du podium. Fondée en 2019 par une équipe issue de l'unité cyber du ministère de la Défense, dont

son dirigeant Fanch Francis, Nano Corp propose le contrôle des réseaux – cartographie de l'environnement, analyse temps réel des flux, visibilité des tunnels et réseaux virtuels, détection des goulots d'étranglement – mais aussi la sécurité avec l'analyse événementielle, l'intégration avec les gestions de flotte et des services de type Siem ou SOAR. Elle bénéficie du soutien du plan France 2030 et de BPI et a notamment été sélectionnée pour intégrer l'accélérateur d'Intel (Ignite) et le programme startup d'OVH. Début octobre, elle a bouclé un tour de table de 4,2 millions d'euros en seed, mené par G+D Ventures, avec Elaia Partners (investisseur historique), ainsi que Cyber K1 et Inovia Capital Precede Fund I. Enfin, en troisième position

nous retrouvons Optimize Network, créé et dirigé par Mickaël Charrier. La jeune pousse Ligérienne propose une plateforme de centralisation des données IoT avec pour axe principal l'optimisation des réseaux télécom, eau et énergie. La start-up s'attache à faciliter la visualisation des données avec des tableaux de bord personnalisables. Son objectif : accompagner ses clients sur la conception et le déploiement de solutions IoT. Sa plateforme est disponible en mode SaaS ou on-premise, interopérable à l'aide d'API notamment pour s'adapter aux applicatifs métiers. Côté stabilité financière, l'entreprise annonce avoir réalisé un chiffre d'affaires de 170 000 euros pour son premier exercice et vise un doublement de ce dernier sur l'exercice 2023.

POUR BOOSTER SON BUSINESS,

Le dirigeant d'une entreprise de cybersécurité piratait... des hôpitaux !

L'ancien directeur opérationnel d'une société spécialisée dans la cybersécurité a plaidé coupable du piratage de deux hôpitaux. Lui-même aujourd'hui gravement malade, il risque 10 ans de prison.

Vikas Singla, ancien directeur opérationnel de l'entreprise Securolytics, a admis sa culpabilité dans le piratage d'hôpitaux du Gwinnett Medical Center. En attaquant les systèmes du Northside Hospital de Duluth et de Lawrenceville en 2018, Singla a non seulement perturbé les services et risqué des vies, mais il a aussi volé les données personnelles de centaines de patients, pour promouvoir son entreprise et booster son business. Les procureurs réclament une peine de probation lourde, qui pourrait néanmoins être allégée en raison de la santé fragile du prévenu.

Un préjudice supérieur à 800 000 dollars pour les hôpitaux piratés

L'ex-dirigeant de Securolytics a lancé une attaque ciblée en septembre 2018, pour perturber les services téléphoniques et d'impression de deux hôpitaux du Gwinnett Medical Center, générant des pertes financières qui ont depuis été estimées à plus de 817 000 dollars. Le piratage a permis à Singla de voler des données personnelles, dont les nom, date de naissance, et sexe de plus de

200 patients des établissements de santé, le tout à partir d'un appareil de numérisation Hologic R2, connecté à un dispositif de mammographie de l'hôpital de Lawrenceville. Le pire, c'est que le même jour, Singla a amplifié l'impact de son attaque en utilisant plus de 200 imprimantes à l'hôpital de Duluth pour imprimer des informations volées sur les patients, sur des affiches accompagnées de messages menaçants, du type « WE OWN YOU », que l'on pourrait traduire par « nous vous tenons ».

L'ex-dirigeant véreux aujourd'hui gravement malade

L'ancien dirigeant est même allé jusqu'à faire la promotion de son méfait sur Twitter, en divulguant les données de 43 patients concernés par la fuite, histoire d'attirer l'attention sur l'attaque et sur son entreprise. Securolytics a en effet exploité l'incident pour solliciter de nouveaux clients via des e-mails ciblés. Après coup, on se dit que ce n'était pas très subtil.

Tandis que Singla a été inculpé d'une vingtaine de chefs d'accusation, les procureurs ont réclamé une peine de probation de 57 mois, comprenant la détention à domicile. Car l'individu est aujourd'hui atteint d'un cancer incurable doublé d'une maladie vasculaire potentiellement dangereuse, qui nécessitent qu'il soit détenu chez lui. Le juge peut néan-

moins prononcer une peine de prison pouvant aller jusqu'à 10 ans, lors de l'audience prévue le 15 février prochain. Vikas Singla a néanmoins déjà accepté de rembourser les hôpitaux du montant du préjudice subi, soit 817 000 dollars, auxquels ont été ajoutés les intérêts. Une démarche qui pourrait, malgré son crime, jouer en sa faveur.

Yahoo!, vous vous souvenez ? Ils veulent revenir...

Elle fut autrefois l'une des sociétés les plus prospères du Web. Yahoo!, c'était un moteur de recherche performant, mais aussi un service de messagerie (Yahoo Mail) très réputé... que certains utilisent encore aujourd'hui. Depuis quelques longues années déjà, Yahoo! n'est plus que l'ombre de lui-même, mais le groupe américain prépare son grand retour.

Yahoo! : la « cool attitude » de retour bientôt

Dès les premières semaines de l'année 2024, on devrait assister au retour du moteur de recherche Yahoo!, celui-là même qu'on utilisait quotidiennement dans les années 2000. C'est Brian Provost, Vice-président et Directeur général du moteur de recherche, qui a confirmé la bonne nouvelle récemment.

Mots fléchés

Ourler	Instrument de musique	Balles gagnantes	Adresse	Lover	Ethnie	Férule
Rassemblées	Règle	Saigner	Gardé secret		Patronyme	Saison
Marque colorée				Trajet		
Mots de rédacteur			Cor de chasse			Chef
			Calmés			
Lentilles batardes	Erbium	Article contracté		Autre do	Mer bretonne	Désert de pierres
	Étourneaux					
		Caractère permanent	Place des bouchots			
Jour du poisson	Cri de douleur		Plante ornementale		Agent de liaison	
	Département				D'une seule voix	
				Couleur de feu		
Élimé		Victoire impériale	Retira		À la mode	Mille-pattes
Moqueur						À recenser
				Assureur	Pur	
					Plante	
Grefte			Célèbre prison	Grande rue		
Solvant	Cigarillos			Mère des titans	Avant nous	Résultat
	Protégés			Roi de théâtre	Faire la chouette	
			Fruits du potager			
			Rubidium			
Soustrait		Découpé				Embarras
		Grondin				
Coutumes		Replié				Fleuve d'Italie
Rayon dangereux		Thulium				Oiseau d'étang
	De bonne heure		Évite le timbre	Ville d'Afrique		
	Coffre			Eau de vie		
Enfermé				Encore vert		
Beau parleur				Troublé		
		Nourrir les oies			Transport en région	Saint
		Grand axe			Bord d'eau	
Faites feu			Douleur		Rappel	
Éliment						
			Tétèrent			

Baisse de 15% dans la production de raisins en raison des fortes chaleurs

Une baisse de l'ordre de 15% a été enregistrée dans la production de raisin à Boumerdes comparativement à la saison écoulée, en raison des fortes chaleurs de l'été dernier, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). "La production de la wilaya pour la présente campagne qui a débuté en juillet dernier pour s'achever à la fin novembre courant, a été estimée à 3,3 millions de qx, contre 3,9 millions de qx, la saison écoulée, soit une différence de près de 600.000 qx, équivalant à 15 % de moins que l'année dernière", a indiqué la responsable du service des statistiques et de la production à la DSA, Sabrina Bichari.



UN PROGRAMME EXÉCUTIF SIGNÉ ENTRE LES DEUX PARTIES

L'Algérie renforce la coopération judiciaire avec l'Arabie Saoudite

Le programme exécutif de coopération a été signé, mardi soir à Alger, entre les ministères de la Justice de l'Algérie et du Royaume d'Arabie saoudite. Le programme a été cosigné par le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi et son homologue saoudien, Dr Walid bin Muhammed al-Saamani qui effectue une visite de travail en Algérie. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Tabi a souligné que ce programme "est un nouveau mécanisme de coopération conjointe et un jalon qui vient s'ajouter aux cadres de coopération convenus" entre les deux pays, notamment la Convention de Riyadh relative à la coopération judiciaire de 1983, la Convention relative à l'extradition des criminels et des condamnés de 2013, et le memorandum d'entente entre le ministère de la Justice algérien et le ministère public saoudien signé en Arabie Saoudite en mars 2022". "Ce programme créera un pont de communication continue entre les ministères de la Justice des deux pays, notamment à travers des concertations périodiques permettant d'évaluer la coopération bilatérale et de la promouvoir pour être au diapason des aspirations des deux parties pour la réalisation de leurs objectifs", a-t-il soutenu.

AGRESSION CONTRE GHAZA

L'économie sioniste lourdement impactée

L'économie de l'entité sioniste est lourdement impactée par la folie meurtrière et le génocide que son armée criminelle exécute sur la population de Ghaza depuis le 7 octobre dernier. Après ses échecs avérés au double plan militaire et médiatique qui se manifeste quotidiennement par son incapacité à atteindre les objectifs déclarés sur le terrain ainsi que par la remise en cause systématique de sa propagande, c'est au tour de l'économie de l'entité génocidaire d'accuser de lourdes pertes. Selon le quotidien économique et financier britannique "The Financial Times", l'entité sioniste a dû emprunter plus de 6 milliards de dollars ces dernières semaines pour pouvoir poursuivre sa guerre lâche. Pourtant, les agences internationales de notation avaient averti l'entité sioniste qu'elles pourraient réduire ses notes si les paramètres de la dette se détérioraient, ce qui aurait une incidence encore plus lourde sur le coût de ces prêts. D'ailleurs, des sociétés de notation financière comme Standard & Poor's ont baissé leurs perspectives pour la

note de l'entité sioniste à "négative", d'autres, à l'instar de Moody's et Fitch Ratings, ont soumis cette note à un éventuel abaissement, d'autant que l'indice de la bourse sioniste s'est écroulé de 9% entre le début de l'agression contre Ghaza et le 30 octobre. D'après des médias internationaux, qui citent des "responsables" de l'entité sioniste, le coût de la guerre sur l'économie de l'occupant est estimé à 260 millions de dollars par jour. Le 13 novembre, l'agence de presse Reuters a publié un article sur la décision du gouvernement d'occupation de lever environ 7,8 milliards de dollars depuis le début de l'agression contre Ghaza. En un mois, cette levée de fonds a induit la multiplication du déficit budgétaire par cinq, passant de 1,2 milliard de dollars en septembre à 5,9 mds en octobre. Cette majoration a fait augmenter le déficit budgétaire à 2,6% au cours des 12 mois précédents et fera grimper fortement le ratio déficit et dette/PIB jusqu'en 2024. Premières conséquences de ces revers économiques, le gouvernement d'oc-

cupation sioniste pense depuis vendredi, à réduire le nombre des réservistes de son armée criminelle à cause de la lourdeur des frais engagés. La mobilisation de 360.000 réservistes annoncée dès les premiers jours de l'agression contre les civils de Ghaza coûte environ 1,8 milliard de dollars par mois. Une enveloppe conséquente qui alourdit considérablement les dépenses, d'autant qu'à l'intérieur des territoires occupés, l'économie sioniste est fortement impactée. D'après des médias internationaux citant un rapport du gouvernement d'occupation, il est fait état de pénuries et d'augmentation des prix des produits frais dont les viandes et les conserves de légumes. Selon ce même rapport, environ 19% de la main-d'œuvre locale, soit plus de 760.000 travailleurs, sont au chômage (sur une population d'à peine 9 millions de colons). Il est également mentionné que la plupart des entreprises ont essuyé une diminution de plus de 50% de leurs revenus d'octobre (en comparaison de la même période de l'année précédente).

Synthèse R E.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Le Monde Arabe a-t-il un avenir économique ?

Dans une chronique récente (13 octobre 2023), que nous avons consacrée au génie du peuple de Gaza dans sa lutte contre l'occupation sioniste, nous avons expliqué comment ce peuple né dans sa grande majorité dans des camps de réfugiés a su faire face à toutes les contraintes de toute nature, économiques, sociales, sanitaires par des innovations au quotidien et une organisation de type « économie de guerre ».

Il a creusé des tunnels donnant accès au Sinaï en territoire égyptien pour approvisionner la population et la résistance soumises à un blocus total depuis plus de 17 ans. Ce peuple génial a organisé son économie, créé des usines, conçu des systèmes de distribution, organisé un système de soutien à la population vulnérable et construit un système de défense des plus sophistiqué ; l'attaque en territoire israélien le 7 octobre a surpris et étonné tous les analystes et observateurs du Moyen Orient et du Monde. Si on met côte à côte les ressources disponibles et les réalisations à Gaza, nous ne pouvons qu'être étonnés par cette efficacité et cette efficience. Si maintenant, on transpose ce raisonnement sur tous les autres pays arabes (ressources face aux résultats), on serait étonné de la catastrophe tant dans les réalisations que dans l'usage des moyens mobilisés. A partir de là, on peut, sans risque d'erreur, conclure sur l'avenir de l'économie du monde arabe aujourd'hui et surtout dans un horizon pas très loin. La quantité de dollars dépensée au cours des 50 dernières années (depuis 1970) est astronomique pour un

résultat qui ne permet même pas de tenir debout plus de cinq ans sans pétrole et autres ressources naturelles. Face à une crise et une baisse des ressources des hydrocarbures, tous ces Etats tomberaient comme un château de carte. Les pays arabes sont toujours les derniers dans classements mondiaux en matière de production, de productivité, de compétitivité, de recherche développement etc. Et quand un pays se classe honorablement, c'est au prix de ressources colossales employées. En face (ou au milieu) un petit Etat de moins de 10 millions d'habitants sans ressources naturelles et enclavé au sens politique, dispose d'une économie moderne, productive, compétitive et hautement sophistiquée. On a l'habitude d'entendre l'explication rapide : les américains et les européens sont derrière ce succès. Soit. Mais les israéliens n'ont pas reçu autant d'argent que ce que procurent les revenus des hydrocarbures (ou autres ressources naturelles) dans le Monde arabe. Economiquement parlant, ce monde arabe n'a aucune base économique d'accumulation et d'innovation, mais seulement des trous noirs pour engloutir des milliards de \$. L'arrêt ou juste la baisse de longue période des ressources des hydrocarbures mettrait en faillite ces économies rentières. Dans leur état économique actuel, aucun pays arabe, seul ou en coalition avec d'autres, n'est en mesure de faire face au génocide commis contre la population de Gaza. Les seuls résistants à cette barbarie sont des groupes indépendants des Etats. La faiblesse écono-

mique du Monde arabe va entraîner sa chute politique et donnerait l'occasion aux puissances régionales (Iran, Turquie entre autres) de prendre le contrôle sur certains pays. Les pays arabes n'auront pas la possibilité de garder leur souveraineté, d'ailleurs elle n'a jamais été entière (à l'exception de quelques-uns) et seront d'une manière ou d'une autre soumis à une « tutelle régionale », d'abord économique (alimentaire) et ensuite sécuritaire et politique. La ligue arabe, une organisation en mort cérébrale, est maintenue artificiellement pour masquer/cacher toutes les lâchetés et les déshonneurs accumulés depuis des décennies et confirmés par la situation à Gaza. On doit poser la question suivante : pourquoi le peuple de Gaza est performant, résilient et a du génie et les autres peuples de la région sont tout le contraire ? Pourtant ils sont tous de la même extraction socioculturelle, religieuse, ayant presque la même histoire et subissant les mêmes conditions climatiques. A Gaza (à distinguer aussi de la Cisjordanie), le peuple a un idéal, un défi, et surtout n'a pas un potentat à sa tête, il est autogouverné. Des régimes autoritaires, corrompus, inféodés aux puissances étrangères pour assurer leur propre sécurité face à leurs propres peuples, imposant des restrictions aux libertés, au libre arbitre, à la liberté d'expression etc. On ne construit pas une économie avec/sur des corps inertes, sans défis, sans volonté, sans horizons. C'est pourquoi Gaza a un avenir économique grâce aux génies de son peuple, ailleurs aucun.